Parti Socialiste
Convention nationale
Paris, 21 et 22 juin 1975

Sommaire

Le président (André Janson) 1
Gilles Martinet 1
André Laignel 9
Joret 12
Dominique Taddéi 15
Didier Motchane 18
Ballot 22
Jean-Paul Bachy 23
Kléber Gouillet (Isère) 25
Vial (Corse) 29
Edith Cresson 31
Jean Le Garrec 33
Christiane Mora 35
Pernod 38

Samedi 21 juin 1975 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence d'André Janson, assisté de Nelly Commergnat (Creuse) et Roland Monnet (Ain).

Le président (André Janson)

Mes camarades, nous allons commencer.
Chacun est bien convaincu de l'importance des heures que nous allons passer ensemble aujourd'hui et demain pour le Parti et pour toute la Gauche ; l'essentiel, c'est de s'organiser pour travailler dans les meilleures conditions.
Nous allons entendre, d'abord, le rapport de Gilles Martinet ; ensuite, nous avons quelques orateurs des deux courants qui sont déjà inscrits pour ce matin.
Je donne la parole à Gilles Martinet.

Gilles Martinet

Camarades, en France aujourd'hui, le mouvement Socialiste a fait sienne l'idée de l'autogestion. Ce phénomène demeurait incompréhensible si on ne commençait pas par le situer dans le contexte historique que nous avons longuement évoqué lors de notre dernière Convention nationale et qui est celui de la division du mouvement ouvrier français en deux grands courants : Le courant Socialiste et le courant Communiste.
Cette division a été le plus souvent acceptée et assumée et, cependant, tout au long du dernier demi-siècle, des hommes ont cherché à la surmonter c'est-à-dire

Coll. Fondation Jean-Jaurès

à dépasser les contradictions qui l'avaient fait naître.
Au cœur de ces contradictions se trouve le problème de la socialisation et de la liberté. Peut-on réaliser l'une sans l'autre ? Les fondateurs du mouvement Socialiste, Marx en tête, ne posaient pas une telle question car il leur paraissait évident que la socialisation des moyens de production et d'échange allait permettre l'épanouissement d'une démocratie beaucoup plus profonde que toutes celles que nous avions jusque-là connues.
La réalité a été, on sait, différente de la prévision, là où la socialisation s'est opérée d'une façon massive et complète, elle l'a été généralement sous la forme de l'étatisation et la liberté a été étouffée par la bureaucratie.
Et là où la défense d'un système libéral de type classique a été considérée comme l'objectif prioritaire, c'est la perspective Socialiste qui a été mise entre parenthèses.
Personne, dans la Gauche française, ne s'est, sans doute, complètement résigné à l'une ou à l'autre de ces situations.
C'est pourquoi les différents éléments qui composent cette Gauche ont pu de nouveau se retrouver et il est important de noter que le rapprochement s'est fait sur la base d'un programme qui, d'une part, garantit et étend les libertés existantes et qui, d'autre part, prévoit un ensemble de nationalisations très différentes des traditionnelles mesures d'étatisation mais suffisamment importantes pour amorcer la transition vers le Socialisme.
Pour consolider, renforcer, développer l'union, il faudra aller plus loin sur cette voie et opérer la synthèse qui a été longtemps mais vainement cherchée. C'est cela le sens profond que nous entendons donner à notre démarche autogestionnaire.
Cette démarche ne vise pas en effet à figer les divisions anciennes en leur affectant un vocabulaire plus moderne ou tout simplement plus à la mode. Elle tend au contraire à surmonter les divergences réelles indiscutables qui existent encore en définissant un projet neuf susceptible d'attirer non seulement ceux qui se réclament de la tradition Socialiste et de la tradition Communiste, mais aussi tous ceux qui, de plus en plus nombreux, viennent au Socialisme sans avoir été marqué par l'une ou l'autre de ces traditions. En cela la démarche autogestionnaire est une démarche profondément unitaire. Et, c'est aussi pour cela qu'elle commence à rencontrer un écho considérable dans ces pays du Sud de l'Europe qui connaissent une situation semblable à celle de la France, c'est à dire une situation caractérisée d'une part, par la persistance de la division historique entre courants Socialiste et Communiste et d'autre part, par la poussée à gauche qui se manifeste au sein des masses catholiques.
Il faut cependant bien voir qu'une telle évolution aurait été inconcevable si depuis sept ou huit ans -en France depuis mai 68 - ne s'étaient pas produits de grands changements dans l'orientation, le contenu et la forme des luttes sociales, en premier lieu des luttes ouvrières. Ces changements, Georges Séguy les définissait de la manière suivante, au cours d'un entretien que j'ai eu avec lui il y a quelques mois et qui a été diffusé par plusieurs télévisions étrangères: "Les revendications traditionnelles de salaires, de conditions de travail subsistent

toujours déclarait le secrétaire général de la C.G.T. Elles sont évidemment à la base de l'activité syndicale, mais avec l'apparition de grands groupes industriels, de grandes sociétés, même de sociétés multinationales, avec la coalition de plus en plus évidente entre l'appareil d'Etat, lorsqu'il est dominé, comme c'est le cas dans notre pays aujourd'hui, par la Droite et ces grandes puissances industrielles, des revendications nouvelles apparaissent qui font exiger aux travailleurs des droits nouveaux dans les entreprises dans tous les domaines et je crois qu'il y a donc une évolution de la qualité des revendications dans le sens d'une plus grande liberté, de pouvoirs plus étendus pour les travailleurs et leurs organisations syndicales qui visent à créer une situation modifiée et à contester l'autorité économique et politique dans l'entreprise."

On ne peut qu'être d'accord avec cette description des changements intervenus, y compris avec ce correctif que les actions revendicatives qui touchent au niveau de vie et à la défense de l'emploi, demeurent extrêmement importantes. Rien ne serait plus dangereux que d'ignorer l'aspect complexe que revêtent nécessairement les luttes actuelles, où la volonté de changer la vie se mêle au désir de ne pas perdre ce qui a été précédemment acquis. L'expérience de LIP a été de ce point de vue extrêmement instructive. D'un côté, un combat de caractère véritablement révolutionnaire, portant atteinte à la sacro-sainte propriété des sociétés et créant une vie communautaire exaltante, de l'autre, des objectifs sécurisants: Pas de démantèlement de l'entreprise, pas de licenciements et le maintien de salaires supérieurs à ceux de la plupart des ouvriers de la région.

Des organisations très minoritaires, des groupuscules ouvriéristes par leurs propos, mais intellectualistes par leurs préoccupations et leur composition sociale peuvent ignorer cette complexité des luttes. Pas un grand parti comme le nôtre.

Encore faut-il distinguer entre les différents épisodes qui marquent l'affrontement quotidien avec le capitalisme. Ce qui compte principalement pour nous, c'est la volonté d'étendre la démocratie à tous les aspects de la vie sociale, de changer les conditions de travail mais aussi le cadre de la vie, les rapports de production mais également les hiérarchies que ces rapports sécrètent et l'environnement culturel qu'ils impliquent. Nous, nous trouvons du même coup confronté avec le problème que pose l'utilisation des progrès scientifiques et techniques. Nous avons trop longtemps raisonné comme s'il suffisait de nationaliser un laminoir ou une chaîne d'automobiles pour que l'usine capitaliste devienne une usine Socialiste. Nous savons aujourd'hui que les modes de production ne sont pas neutres et qu'il faut, à la fois, accélérer et maîtriser le développement technologique en cessant de privilégier ce qui conduit au gigantisme, à la concentration des pouvoirs, aux structures écrasantes.

Mais comment tout cela peut-il se traduire dans la réalité ? Quels objectifs concrets, précis, atteignables à court terme pouvons-nous proposer ?

Il faut ici se défier des discours "spontanéistes" qui exaltent la créativité des masses pour mieux dissimuler l'ignorance des problèmes réels que toutes les expériences de caractère autogestionnaire ont fait surgir (je pense, bien entendu,

Fondation Jean Jaurès

à la Yougoslavie, mais aussi aux kibboutzim israéliens, à l'agriculture algérienne, à certains aspects du printemps de Prague, aux coopératives ouvrières de production, etc.) Il est vrai que chacune de ces expériences a des traits spécifiques et qu'il est facile d'en expliquer les limites, mais n'en est-il pas ainsi de tout phénomène politique ? Il est également vrai que sans un grand mouvement populaire ouvrant la voie à de multiples initiatives de base, aucune force politique ne serait en mesure d'opérer une transformation profonde de la société. Mais cette transformation n'a aucune chance d'aboutir sans l'existence d'une force politique travaillant à sa préparation et capable, le moment venu, de faire apparaître les buts à atteindre.

Le premier principe du projet autogestionnaire c'est la reconnaissance du droit qu'ont les petites cellules collectives, les communautés de base - le niveau de l'atelier, du bureau, du quartier - de prendre les décisions qui les concernent directement. Cela est valable pour l'organisation du travail comme pour la gestion des petits équipements locaux. Mais bien sûr, il y a des limites à cette démocratie directe. La politique d'une entreprise ne peut être la somme des décisions prises dans le cadre des ateliers pas plus que la politique de l'agglomération ne saurait être celle des interventions des quartiers. Le débat démocratique qui doit précéder la détermination de ces politiques aboutit à des délégations de pouvoir, assorties de mandats précis.

Aussi le deuxième principe du projet autogestionnaire est-il l'extension progressive du principe électif à l'ensemble des activités sociales et donc à des secteurs où il demeure ignoré sauf, sous la forme de ce suffrage censitaire et d'ailleurs le plus souvent théorique qui constitue la désignation des membres des conseils d'administration par les actionnaires. On nous dit qu'il est impensable de faire élire les organismes de gestion d'une entreprise par ses travailleurs. Le désordre s'y installerait aussitôt. On s'est pourtant habitué au fait que les gestionnaires de budgets allant, de 50 à 200 milliards d'anciens francs, soient élus par les citoyens d'une grande ville. L'expérience de la Yougoslavie et celle, beaucoup plus brève, de la Tchécoslovaquie du printemps de Prague, nous montrent par ailleurs que lorsque les travailleurs ont à désigner par le vote les responsables de leur entreprise, ils mettent en avant, soit des techniciens et des cadres, soit des ouvriers qui ont fait preuve de leur capacité d'organisation et ceux-ci nomment aux postes d'exécution les hommes les plus qualifiés. Le problème des compétences n'est pas ici en cause. En revanche, se pose le problème de l'exercice du pouvoir lui-même. Le rapport mandant-mandataire est un rapport démocratique, mais il peut très vite, nous le savons, récréer le rapport dirigeants-dirigés et ainsi les hiérarchies héritées du passé.

C'est pourquoi le projet autogestionnaire associe étroitement le principe de l'élection à celui du contrôle: contrôle des conditions de travail comme cela est déjà prévu dans le programme commun mais aussi contrôle de la gestion, de cette gestion dont on masque aujourd'hui le plus souvent la réalité en dissimulant les canaux directs ou indirects par lesquels s'effectue le transfert des richesses. Pendant 22 ans les Yougoslaves ont pensé qu'il suffisait de faire élire les conseils de gestion par les travailleurs pour qu'on puisse parler de pouvoir

ouvrier. Et puis, il y a deux ans, ils ont introduit dans leur constitution un article prévoyant l'élection aux côtés et en dehors de ces conseils d'organismes de contrôle. Ce n'est peut-être pas la procédure que nous appliquerions en France c'est à dire dans un pays où existent et doivent continuer à se développer des syndicats indépendants de l'Etat. Mais le principe nous paraît fondamental. L'autogestion, c'est l'élection plus le contrôle.

Est-ce seulement cela ? Evidemment non. Car une économie de transition vers le Socialisme ne saurait se constituer à partir d'une fédération d'entreprises agissant chacune pour son compte. Il faut que l'activité de ces entreprises se développe dans le cadre d'orientations générales définies par des plans locaux, régionaux et nationaux. Mais il faut aussi que ces orientations générales résultent d'un débat auquel tous les intéressés puissent participer. C'est ce que nous appelons la planification démocratique et c'est, en vérité, la clef de voûte de tout le système. Ce n'est que dans la mesure où, en tant que citoyens, en tant que producteurs, en tant qu'habitants, en tant qu'usagers, les hommes et les femmes de ce pays seront appeler à la fois à participer à l'élaboration des décisions qui les concernent le plus immédiatement, à élire les responsables, à contrôler leur gestion et à prendre parti sur les grands choix nationaux qui commandent l'ensemble de ces activités que se développera un comportement nouveau, une mentalité nouvelle, une vision nouvelle des problèmes.

Cela s'opposera-t-il très rapidement ? Nous l'espérons, mais nous ne pouvons le garantir, puisque c'est ici précisément que jouera ce qu'on appelle la capacité d'initiative des masses.

J'ai lu hier soir, dans un excellent journal, et sous la plume d'un journaliste dont j'apprécie souvent les analyses, que nous nous trouvions aujourd'hui dans le Parti Socialiste divisé entre une majorité qui ne voudrait entendre parler des expériences autogestionnaires qu'au terme des cinq années d'application du programme commun, et une minorité impatiente d'aller beaucoup plus vite, et donc de s'engager dans des expériences dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir.

Je comprends le plaisir que ce journaliste a pu éprouver en faisant apparaître cette opposition. Ses confrères ont tant de mal à deviner ce qui peut bien séparer, sur le plan de la doctrine et des orientations générales, la majorité de la minorité, et lui découvre une divergence de taille, et de plus, claire et facile à expliquer !

Malheureusement, l'analyse des quinze thèses votées, que je sache, par la majorité du Bureau exécutif le replonge dans la perplexité, car ces quinze thèses ne renvoient pas à cinq années après l'arrivée de la Gauche au pouvoir les débuts du processus autogestionnaire. Comment expliquer cela ?

Eh bien tout simplement parce que nous demeurons fidèles a ce qui est dit dans le programme Socialiste adopté par le Congrès de 1972. Permettez-moi de relire deux passages de ce programme, afin de dissiper toute confusion et tout malentendu.

Evoquant la perspective autogestionnaire, le programme déclare :

"Il est à la fois possible et nécessaire d'avancer dès maintenant sur cette voie - la voie de l'autogestion -, mais ce serait nous payer de mots que de prétendre réaliser l'autogestion dans les cinq années qui suivront la venue du

gouvernement d'union de la Gauche. La Révolution Française a mis plus d'un siècle pour s'accomplir, l'autogestion ne doit pas être considérée en 1972 comme plus utopique que ne l'était la démocratie parlementaire à l'époque de Jean-Jacques Rousseau. A l'aube de la révolution Socialiste, la conquête du pouvoir ; d'état par un gouvernement d'union de la Gauche marquera le début d'une période de transition qui, loin de supprimer la lutte des classes, en élèvera progressivement l'enjeu. Il conviendra dans ces conditions d'entreprendre des expériences : dans le secteur public, concurrentiel, industriel et commercial. Le gouvernement de la Gauche en déterminera le lieu et l'étendue dès les trois premiers mois de sa formation.

Autrement dit, nous disions, et nous répétons, que nous n'entendons pas, nous ne pouvons pas, dans les cinq années peut-être dans les dix années à venir, réaliser une autogestion complète, mais que dès le début de l'expérience de la Gauche, dès le début du gouvernement de la Gauche, nous entreprendrons des expériences autogestionnaires.

Et le programme ajoutait :

I "Dans les entreprises retenues par le gouvernement de la Gauche aux fins d'autogestion, l'extension des pouvoirs, des travailleurs sera recherchée en plusieurs domaines : désignation des conseils d'administration, élection de la maîtrise et des cadres, organisation du travail, gestion du personnel, élaboration et approbation de contrats de production à moyen terme dans le cadre du plan."

Et il ajoutait encore:

"Il reste entendu que dans le cadre des entreprises autogérées comme partout ailleurs, les organisations syndicales verront garantir et développer leur rôle autonome de la défense des travailleurs."

Y a-t-il eu des changements depuis 1972 ? Depuis l'action de ce programme qui, semble-t-il, du côté de nos partenaires. Ils étaient à l'époque très hostiles au thème de l'autogestion. Depuis, Georges Marchais, qui est un allié très convaincu mais particulièrement sourcilleux, a déclaré qu'il était prêt à en discuter, et la C.G.T. a dit de son coté que si l'autogestion était entendue comme la réalisation de l'aspiration des travailleurs à l'initiative et à la responsabilité dans la gestion de leur entreprise, c'était une idée parfaitement acceptable par elle.

Et nous-mêmes, avons-nous changé ? Seulement dans la mesure où la nature des luttes sociales qui se sont déroulées depuis 1972 nous rend plus optimistes quant au nombre et aux chances des expériences à entreprendre.

Pour le reste, nous nous en tenons, et les thèses y font expressément référence, à l'idée que trois secteurs coexisteront durant toute la phase de transition, un secteur privé, un secteur nationalisé, un secteur autogéré, et je ne crois pas que sur cette question de la réalisation du projet autogestionnaire - et dans cette Convention il ne peut être question que de l'autogestion - nous ayons de réelles divergences entre nous.

Et donc nous ne pouvons déterminer à l'avance l'ampleur et le rythme de progression du processus autogestionnaire

Ce que nous pouvons préciser en revanche, c'est le cadre dans lequel cette

Fondation Jean-Jaurès

évolution pourra se dérouler. Un pouvoir transformé, décentralisé, permettant l'articulation des différents niveaux de décision dont nous venons de parler, un système d'enseignement préparant à l'exercice de ces nouvelles responsabilités et réalisant une authentique formation permanente, une économie comportant plusieurs secteurs dont un secteur privé, un secteur nationalisé et un secteur autogéré et où tout sera mis en oeuvre pour que celui-ci prenne de plus en plus d'importance. Il ne s'agit pas seulement - j'insiste sur ce point - de permettre la gestion démocratique des grands pôles de domination économiques dont la socialisation s'impose mais de favoriser la création d'entreprises collectives de petite et de moyenne dimension, création qui se heurte à de formidables barrières tant que l'on demeure dans le cadre d'une économie de profit dominée par le jeu le plus souvent faussé du marché.

Voici donc les principes. Mais la réalisation pratique ? C'est ici qu'il faut, selon la célèbre formule, procéder à l'analyse concrète de situations concrètes.

Prenons comme exemple un sujet très actuel, très brûlant et par beaucoup de côtés difficiles que nous pose l'actualité : Celui du sort des organes de presse. Nous avons la grève du Parisien Libéré et plus loin de nous au Portugal, l'affaire de Republica. On connaît les positions que nous avons prises sur ces deux questions. Nous soutenons, non pas le monopole syndical, mais la lutte des travailleurs du Parisien Libéré pour la défense de leur emploi et nous condamnons l'atteinte à la liberté d'expression dont est victime l'équipe de Republica.

Mais il ne suffit pas de soutenir et de condamner. Il faut avoir une idée claire de ce que nous tenterions de faire si la Gauche venait au pouvoir et si, dans la foulée de sa victoire, une série d'expérience de caractère autogestionnaire pouvaient être entreprise.

Pour nous la gestion des moyens d'impression et de diffusion ne devrait pas être confondue avec celle des services d'information et de rédaction. Pour éviter que la liberté de la presse s'identifie à la liberté d'acheter ou de liquider des journaux que s'octroient le groupe Hachette, le groupe Prouvost, le groupe Amaury ou le groupe Hersant, il faudrait que des sociétés de rédacteurs c'est à dire des équipes de journalistes, des associations, des partis, des syndicats soient mis en mesure d'utiliser les moyens modernes de transmission et d'impression dont nous disposons maintenant. Ces moyens qui vont des machines photocopieuses à sept millions de signes à l'heure (contre 4500 pour les linotypes) à la télévision par câble en passant par la composition programmée c'est à dire par les ordinateurs, permettrait, si on le voulait et sans dépenses excessives, de réaliser une formidable décentralisation de la communication. Ils favoriseraient le développement aux côtés des mass-media de véritables groupes-média. Encore faudrait-il que ces moyens relèvent d'un service public autonome agissant selon des critères très précis fixés par la loi. Nous voulons une presse qui ne soit plus dominée par les puissances financières et qui ne soit plus si totalement dépendante des budgets publicitaires. Mais nous ne voulons pas que l'accès à l'information, à l'expression, à la publication soit interdit à quiconque, ne penserait pas comme ceux, qui occupent le pouvoir.

Je pourrais prendre bien d'autres exemples et les prendre notamment dans ces rapports, notes et propositions, que vous avez trouvés dans vos dossiers. Ces textes, on vous l'a dit, n'ont pu être examinés ni par la Commission chargée de la préparation de la conversion, ni par le Bureau exécutif. Mais ils montrent que la réflexion sur le projet autogestionnaire est, sur beaucoup de points, plus avancés que l'on ne l'imagine Aussi bien notre convention n'est pas un aboutissement mais seulement une étape. Nous avions besoin d'élaborer un texte de référence dont la longueur et le caractère parfois trop théorique a pu déconcerté certains camarades mais qui va pouvoir servir de base à notre recherche comme à notre action et aussi sans doute à la formation de nos nouveaux militants. Nous allons être maintenant en mesure de nous engager plus profondément sur la voie que nous avons commencée à tracer.

Nous devons cependant bien faire attention à ce que ce soit tous les Socialistes qui avancent dans la même direction. J'insiste sur ce point, parce que d'importants secteurs du Parti, ne se sont pas sentis vraiment concernés par la préparation de cette convention. Cela tient pour une large part à la lassitude provoquée par la tenue de trois grandes assises nationales en moins de cinq mois. Mais il n'y a pas que cela. L'enjeu de ce débat sur l'autogestion n'est pas apparu assez nettement à beaucoup de camarades. Or l'enjeu ce n'est rien moins que l'adaptation du Parti à son projet. Nous avons besoin d'une organisation capable de gagner les prochaines batailles électorales. Mais nous avons aussi besoin d'une organisation capable d'ouvrir la voie à la réalisation du Socialisme autogestionnaire.

Il ne s'agit pas de construire ces beaux schémas dont les événements font presque toujours apparaître le côté dérisoire. Il ne s'agit pas de répéter inlassablement que nous serons au service des masses et que les masses devront soutenir notre gouvernement. En vérité les masses ne sont jamais homogènes, elles marchent rarement du même pas et toute action politique se déroule nécessairement au milieu de contradictions dont certaines sont prévisibles et d'autres imprévisibles.

L'essentiel est d'avoir un parti préparé à faire face aux différentes situations qui peuvent surgir et décidé à saisir toutes les chances qui se présenteront à lui.

Cette préparation a évidemment des aspects idéologiques. Mais elle est inséparable de l'intervention du Parti dans les luttes actuelles. Il nous faut tenir le plus grand compte de l'évolution des situations et adapter nos objectifs et notre langage à ces situations. De ce point de vue je crains que nous ayons pris au cours de ces derniers mois un certain retard sur les événements. Les luttes sociales qui se déroulent en période de crise économique ne sont pas identiques à celles que nous avons connues en période d'expansion. Nous l'avons bien senti puisque nous avons mis l'accent dans nos campagnes sur la défense de l'emploi et la lutte contre la vie chère. Mais du coup nous n'avons plus toujours fait le lien entre ces campagnes et les thèmes autogestionnaires tels que nous les développions dans la période précédente. Et pourtant les problèmes posés par le contrôle des conditions de travail, le contrôle de la gestion, l'évolution de l'habitat sont plus actuels que jamais.

Cela dit, nous ne devons pas négliger l'impact que peut avoir dans le contexte d'une crise qui va sans cesse en s'aggravant, l'existence d'un projet de transformation globale de la société. De plus en plus nombreux, sont ceux qui comprennent que la crise n'est pas un simple accident, un épisode qui sera bientôt oublié. Lorsque le 7ème plan prévoit qu'avec un taux de 3,5% d'augmentation annuelle du P.N.B. -et nous sommes en dessous - nous aurons encore un million de chômeurs en 1980, il faut admettre que le problème du taux de croissance n'est pas le problème essentiel. C'est le modèle de développement, ce sont les mécanismes mêmes du système qui sont en cause.
C'est pourquoi, l'idée mûrit dans la conscience populaire qu'un véritable changement - pas un changement à la Giscard - sera tôt ou tard inévitable.
L'espoir dont le Socialisme est porteur, cet espoir si souvent déçu mais toujours renaissant, cet espoir qui nous a soulevé, un certain mois de mai 1968 puis un certain mois de mai 1974, cet espoir est plus vivant et plus fort que jamais. Par delà nos débats et nos querelles il cimente l'unité de notre parti. Il est le signe de notre force, il sera celui de notre victoire.

Le président - Mes chers camarades, nous allons pouvoir commencer le débat. Le temps de parole a été comme d'habitude réparti entre courant I et courant II nous avons déjà un certain nombre de camarades inscrits pour la matinée ; pour la suite, ceux qui n'ont pas fait leur demande d'intervention voudront bien la faire ici pour que nous fassions les ajustements nécessaires.
Le premier camarade inscrit est Laignel, je lui donne la parole.

André Laignel

Mes chers camarades, je voudrais d'abord dire combien je me réjouis de cette Convention, cette convention qui est une étape essentielle dans l'affirmation idéologique de notre Parti.
Nombreux sont ceux d'entre vous qui tout au long de ces deux journées sauront exprimer l'importance de chacune des 15 thèses qui ont été élaborées par une Commission où toutes les nuances de pensée ont pu s'exprimer, mais ce que je veux dire tout d'abord, c'est que nous franchissons une étape dont nul ne peut nier la valeur.
Ce week-end, l'autogestion d'abord, fruit de notre générosité spontanée, devient beaucoup plus clairement, beaucoup plus profondément que par le passé le produit de notre réflexion commune. Cependant, cela n'a peut-être pas été suffisamment perçu aussi bien par l'organisation que par nos militants.
En quelques semaines et à travers deux conventions nationales, nous avons passé en revue et approfondi les deux aspects fondamentaux qui font la profonde originalité de notre Parti, originalité non seulement sur le plan national, mais également dans le cadre international, puisque nous sommes en effet le seul Parti se réclamant de l'autogestion tout en ayant signé un programme commun de gouvernement avec un parti Communiste.
En deux conventions, rapports PS-PC - autogestion, nous avons tour à tour réfléchi sur notre stratégie de l'union de la Gauche, sur ce que nous nous

sommes fixé comme finalité : L'autogestion.
Stratégie, finalité, c'est autour de ces deux thèmes que je vais essayer de construire mon propos et tout d'abord une première question : qu'est-ce que l'autogestion ? Est-elle une fin ? Est-elle un moyen ? Ou peut-elle être les deux ?
Je crois qu'il est nécessaire pour ne pas dire indispensable, de distinguer le mot de la chose. Le mot autogestion est devenu un moyen, un moyen important fréquemment utilisé dans des buts divers par les uns et par les autres.
(Moyen mystique parfois où l'autogestion est au centre de la litanie, incantation sans cesse renouvelée, article de foi évident, permettant de procéder par affirmation : la vocation de l'autogestion purifie tout et évite d'avoir à prouver plus avant.
On voit des camarades renouer allègrement avec le Socialisme pré-scientifique où la magie du verbe l'emporte sur l'analyse. Ces mêmes camarades se référant explicitement à l'utopie comme valeur positive et révolutionnaire.
Moyen mystique, moyen de différenciation aussi.
C'est utilisation qui peut être faite du mot autogestion et de ses dérivés. C'est plus sérieux. Cela nous permet de définir notre modèle de Socialisme, cela nous permet de nous situer par rapport à ce que nous estimons être parfois des déviations.
L'autogestion est alors tout à la fois affirmation anti-hiérarchique, anti-bureaucratique, anti-autoritaire.
Autant ce triple refus est légitime et reflète notre aspiration au Socialisme, à un Socialisme débarrassé de ce que l'histoire nous a appris être des entraves aux libertés, aux aspirations des travailleurs, à la responsabilité, autant il est regrettable d'avoir parfois cette trilogie et ceux qui l'utilisent sombrent dans des excès inverses.
Ainsi, telle critique de la hiérarchie aboutit par son simplisme à confondre stérilement toute responsabilité professionnelle avec l'appartenance à la classe dirigeante ou au capitalisme.
Ainsi, ceux qui, pour rejeter le centralisme autoritaire tombent dans le basisme spontanéiste. Prenons une démocratie directe qui prétendrait se passer des organisations de masse que sont les partis et les syndicats ou à tout le moins oeuvrer en dehors d'eux, sous estimant leur rôle et leur mission première qui demeure l'organisation des travailleurs en vue du changement de la société.
Il est enfin un dernier cas où le mot autogestion et les expressions qui en découlent sont un moyen. C'est lorsque certains voulaient ou veulent parfois encore opposer une gauche qui serait autoritaire, centralisatrice, à une gauche qui serait son contraire, en clair la Gauche du programme commun à une gauche autogestionnaire. A la volonté d'élargissement, de renforcement de l'union qui est la nôtre, on substitue une volonté de différenciation, de distanciation, voire de désunion.
C'est l'utilisation de l'autogestion comme moyen anti-unitaire, moyen rarement explicite, quelquefois implicite, plus souvent latent.
Autant l'autogestion, comme moyen de différenciation, de qualification, est

Fondation Jean Jaurès

utile, permettant de mettre en valeur notre originalité profonde, autant, sous ses aspects très scientifiques ou anti-unitaires, nous ne saurions - et je pense pouvoir le dire, ensemble - l'accepter.
Si nous passons maintenant du mot à la chose, l'autogestion étendue à la société signifie la fin de l'exploitation, la disparition des classes antagonistes, l'abolition du salariat, la réalité de la démocratie. Cette définition n'est pas nouvelle, elle est celle du programme Socialiste "Changer la Vie".
De cette définition découle de nombreuses conséquences et, la première, c'est que dans une telle acception, l'autogestion c'est le Socialisme réalisé.
L'autogestion constitue une finalité rigoureusement contradictoire avec le système capitaliste. Elle nécessite l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange, la mise en oeuvre de la planification démocratique, la conquête du pouvoir central d'Etat. C'est la réalisation, sur tous ces plans, des premières transformations de structures qui conditionnent le succès de la démarche autogestionnaire.
Et ceci nous amène à la seconde partie de mon propos : la stratégie, Il est arrivé de lire ou d'entendre employer l'expression : stratégie autogestionnaire. Une telle expression me semble engendrer une ambiguïté qu'il est, je crois, de notre devoir de lever.
Tout d'abord, une question : peut-il être pensable, pour un parti sérieux, d'affirmer à la fois ou de laisser croire, qu'il pourrait avoir deux stratégies, l'une qui serait l'union de la Gauche et l'autre l'autogestion ?
Une stratégie, mes camarades, c'est un ensemble d'actions coordonnées en vue d'une finalité. Une telle définition pose une question, comment l'autogestion, qui est la finalité à atteindre, pourrait-elle être, dans le même temps, la stratégie ? Mais surtout, je rappelle - et nous en sommes évidemment tous d'accord, comme le démontre l'adoption quasi unanime des 15 thèses - que l'autogestion dans la production ne saurait se concevoir sans une nationalisation préalable et que l'autogestion étendue à la société ne saurait exister sous aucune forme sans la prise préalable du pouvoir central d'Etat, prise du pouvoir qui est chronologiquement et obligatoirement la première étape vers le Socialisme.
C'est donc cette conquête du pouvoir d'Etat qui est notre but direct, immédiat, qui est l'objet de notre stratégie, si l'on veut dessaisir la bourgeoisie de ses instruments de domination économique, politique et sociale. Une telle position s'oppose aux déclarations de ceux que l'on pourrait appeler des néo-proudhoniens, pour qui la stratégie consiste à investir et à contrôler progressivement les centres de décision économique et idéologique, sans le préalable politique de la prise du pouvoir. C'était, par exemple, la thèse des adeptes du Socialisme municipal, au 19ème siècle, qui souhaitaient constituer des îlots de Socialisme que l'on aurait reliés les uns aux autres, pour finalement les étendre à la société tout entière. Il n'y a, et je crois qu'il faut y réfléchir, aucun exemple historique que de tels îlots aient pu faire tache d'huile ou même subsister très longtemps, dans un environnement hostile.
Que l'on veuille, aujourd'hui, habiller ces schémas anciens aux couleurs du modernisme ne pourrait rien changer. Quel que soit le vernis dont on revêt les

idées anciennes, rien n'y fait. La reconnaissance de la lutte des classes, la conquête de l'appareil d'Etat, puis l'appropriation collective des moyens de production et la planification démocratique, sont les préalables à toute société Socialiste, donc à l'autogestion. Si celle-ci peut et doit résulter d'un processus, s'appuyer sur une dynamique qui sera celle de la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire, elle ne peut constituer une stratégie.
Notre stratégie, c'est l'union de la Gauche, mais pas l'union de la Gauche comprise seulement au niveau organisationnel - c'est, bien sur, important, mais ce n'est pas que cela - l'union de la Gauche aussi, et surtout, en tant qu'expression politique du front de classe. La stratégie d'union de la Gauche ne s'oppose en aucun cas à la dynamique autogestionnaire qui, bien au contraire, lui est complémentaire et même la condition, par la tactique de lutte pour le contrôle qu'elle sous-tend, de la cohésion même du front de classe.
Mes camarades, si au terme de nos deux conventions nous avons réaffirmé fermement notre stratégie d'union de la Gauche, si nous avons clairement exprimé que notre finalité est l'autogestion, nous aurons rempli notre mission, en donnant à nos camarades les deux piliers fondamentaux qui doivent fournir les bases d'une homogénéité doctrinale indispensable, les bases d'un parti qui, de plus en plus, porte l'espoir des travailleurs pour qui Socialisme, autogestion et union de la Gauche sont inséparables.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Joret pour 5 minutes, ensuite Taddéi, pour 10 minutes.

Joret

Cette Convention nationale sur l'autogestion revêt une grande importance. Si l'on peut regretter le manque de délai de préparation, qui n'a pas permis à l'ensemble des militants du Parti d'en débattre d'une manière convenable, il n'en demeure pas moins que des décisions qui seront prises aujourd'hui dépendront l'avenir de notre Parti et, par-là même, l'avenir de l'ensemble de la Gauche dans notre pays.
L'autogestion n'est pas une formule toute faite, plaquée par quelques intellectuels sur la réalité sociale. Tout au contraire, elle est l'aboutissement des revendications concrètes qui se font jour dans les luttes des travailleurs.
Depuis 1968 notamment, les luttes sociales, les conflits, les grèves, se caractérisent par un dépassement des revendications de salaires et de conditions de travail, qui restent cependant la base des grands mouvements ouvriers, Il s'y ajoute une revendication de contrôle et de pouvoir.
Contrôle sur les conditions de licenciement tout d'abord. Les travailleurs de Lip n'ont pas accepté l'abandon de leur entreprise, qui signifiait le chômage. Les travailleurs de Râteau n'acceptaient pas non plus les licenciements, ils proposaient une remise en ordre de leur entreprise et ont fait preuve, d'ailleurs, de réalisme, puisque Râteau, condamné hier, voit son carnet de commandes rempli aujourd'hui.

Fondation Jean Jaurès

Contrôle sur les conditions de travail. A Cerizay ou chez Renault, les travailleurs refusent les nouvelles conditions de production et imposent la réduction des cadences. Et ce nouveau type de revendication ne connaît pas de frontière en Europe occidentale : on le retrouve aussi bien en Italie qu'en Belgique, chez Fiat qu'aux Cristalleries de St Lambert.
Revendication de pouvoir également : chez Lip, chez Râteau ou aux Tanneries d'Annonay, les travailleurs imposent le fait accompli. On prend d'abord, on négocie ensuite !
A travers ces luttes se dessine la volonté des travailleurs de déterminer collectivement les objectifs et les formes de leur action et c'est au travers de ces conflits que l'on peut affirmer que la stratégie autogestionnaire prend corps dans les luttes sociales d'aujourd'hui.
Les travailleurs, en effet, au cours de ces conflits, imposent certaines formes de contrôle au capital. Il est clair qu'elles demeurent partielles, éphémères, qu'on ne peut constituer des îlots de contrôle dans un environnement capitaliste, mais cette lutte pour le contrôle, réelle, concrète, présente dans les conflits sociaux actuellement en France et en Europe, crée les conditions d'une contestation de plus en plus radicale de la propriété capitaliste.
C'est dans les luttes sociales que se forge le mot d'ordre de contrôle, instrument de combat contre l'arbitraire patronal, et c'est en menant la lutte sur le terrain que s'acquièrent l'expérience et la formation qui permettront d'ouvrir la voie au Socialisme autogestionnaire, lorsque les travailleurs auront conquis le pouvoir d'Etat et mis une fin à la propriété capitaliste sur les principaux moyens de production.
L'autogestion, ce n'est donc pas seulement un idéal inscrit à l'horizon de l'histoire, une image idéalisée du Socialisme qu'on projetterait sur l'avenir, c'est aussi, c'est d'abord, une exigence qui est directement issue des luttes des travailleurs d'aujourd'hui.
L'autogestion est la traduction, aujourd'hui, d'une revendication de la classe ouvrière aussi vieille que le mouvement ouvrier lui-même. Elle traduit le besoin profond de tout travailleur de prendre en mains son propre destin et la meilleure illustration qu'en donne notre histoire reste, sans doute, la Commune de Paris. Les ouvriers parisiens de 1671, les travailleurs russes qui élisent les premiers Soviets de 1905, ceux de Turin qui créent leurs conseils en 1919 ou ceux du Chili qui organisent les cordons industriels, témoignent de cet élan. Ils marquent ainsi l'intervention des masses dans un processus révolutionnaire et l'importance de la mobilisation populaire. Ils soulignent aussi les limites du conseil, leur isolement dans la plupart des cas où un parti unificateur des luttes ne permet pas d'offrir un débouché à ces masses. L'absence évidente d'homogénéité de la force sociale des travailleurs interdit toute perspective d'ensemble ; c'est en cela que le "conseillisme", s'il reflète les aspirations du mouvement ouvrier, n'est qu'un rameau dans l'évolution qui mène à la notion d'autogestion et ce rameau n'est pas fossilisé, il renaît chaque fois qu'un processus révolutionnaire s'engage, chaque fois que paraît s'ouvrir la voie vers le Socialisme, et le Portugal en témoigne aujourd'hui, après la France et

l'Espagne de 1936.
Or, si l'on veut sortir du "conseillisme", si l'on veut que cette force de mobilisation populaire, cette initiative des masses, ne soient pas condamnées à mourir et ne contredisent pas l'action gouvernementale, si l'on veut préparer cette formidable possibilité d'initiative, de création, de liberté, sans que le processus général soit affecté, il faut dès à présent poser le problème de l'articulation entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, c'est-à-dire, bien sûr, montrer comment l'autogestion s'inscrit dans le cadre de l'appropriation collective des principaux moyens de production, de la planification démocratique, donc dans un processus d'ensemble. Mais, il est important aussi de définir le rôle de notre Parti, Parti de la transition, fortement implanté dans la classe ouvrière, c'est, en effet, la seule garantie pour que la capacité d'initiative des travailleurs, leur aspiration à prendre eux-mêmes en mains leur vie immédiate, ne s'enlisent pas ou bien dans l'isolement ou bien, à terme, dans la contradiction avec l'action gouvernementale, ce qui serait funeste pour tous. Car, nous serons inévitablement confrontés à ce type de problème, dès lors que nous affirmons que le processus de transition sera fondé sur le dynamisme de l'autogestion.
Cette réflexion sur notre Parti, c'est la tache qu'impose pour aujourd'hui notre perspective autogestionnaire, mûrie par les expériences.
En ce sens, certains aspects de l'actualité posent question à beaucoup de nos camarades. Affirmer aujourd'hui notre volonté autogestionnaire, c'est préalablement clarifier un certain nombre de situations confuses, pour ne pas dire contradictoires. Nous sommes un parti qui ne conçoit la marche vers le Socialisme autogestionnaire que par une rupture radicale avec le capitalisme. Nous sommes un des partis représentant la classe ouvrière. Pour être bien implantés chez les travailleurs, faut-il que nous ayons des militants qui fassent leurs et partout, la stratégie et les orientations de notre Parti ?
Il y a un problème aujourd'hui, camarades, et il s'appelle Bergeron ! Car nous n'avons pas le droit de nous taire sur cette affaire. C'est à l'adhérent PS de Montrouge que nous nous adressons et non pas au responsable Force Ouvrière. Les travailleurs du "Parisien Libéré", après ceux des P.T.T. ou de chez Renault, exigent de nous une réponse claire, Bergeron intente aujourd'hui un procès à la C.G.T., au journal "L'Humanité" ; il n'a pas hésité à soutenir le pouvoir, Amaury et Poniatowski, contre les travailleurs en lutte du "Parisien Libéré"!
(vifs applaudissements)
Et ce n'est pas la tentative fasciste dont il fut la victime ainsi que M. Cabanne, décédé dernièrement, qui change le fond du problème, car la violence n'a jamais été l'arme des travailleurs. Les syndicats ont condamné, et nous condamnons à notre tour, de tels actes contraires aux luttes responsables des travailleurs.
Le problème Bergeron est là, il nous appartient de décider. C'est un problème politique et c'est en tant que tel qu'il doit être réglé. Si nous respectons l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques, nous ne pouvons supporter plus longtemps de telles contradictions. Parce que nous défendons les travailleurs, parce que nous sommes un parti de la classe ouvrière, nous devons,

pour eux et avec eux, en finir avec ce problème ! Il y va de l'intérêt du Parti, camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Taddéi pour 10 minutes, ensuite Motchane, pour 20 minutes.

Dominique Taddéi

Camarades, nous aurons certainement entre nous encore un certain nombre de discussions d'ici demain soir, nous aurons un certain nombre d'incertitudes, qui demeureront au-delà de cette convention, mais je crois qu'il n'est pas mauvais que l'on rappelle qu'en quelques années notre Parti a progressé au point qu'aujourd'hui les quinze thèses qui sont discutées et sans doute qui seront adoptées par la Convention nationale, représentent une très grande avancée idéologique de notre organisation.
Si vous voulez bien vous reporter aux trois ou quatre années en arrière, nous étions en train de préparer le programme Socialiste et il y avait dans les sections, dons les fédérations, une mêlée confuse sur les importances respectives des nationalisations, de la planification démocratique de l'autogestion du contrôle ouvrier.
Aujourd'hui toute la deuxième partie de notre document démontre que ce problème est dépassé pour nous. Nous avons aujourd'hui, dans le domaine de la production, sur les problèmes économiques, une idée parfaitement cohérente sur la manière d'articuler l'approbation publique des moyens de production, la planification démocratique dans son élaboration… mais obligatoire pour l'essentiel dans son exécution, et enfin les mesures de contrôle sans lesquelles le changement de propriétaire risquerait de nous entraîner dans des processus bureaucratiques.
En matière économique donc, pour ce qui concerne la sphère de la production, il m'a semblé, à travers les travaux préparatoires et les discussions des sections et fédérations, que la théorie du Parti Socialiste était aujourd'hui une théorie cohérente. Mais nous sommes allés un peu loin. Il y a une thèse N° 10 qui sera sans doute au centre des débats, elle s'intitule "Transformer l'Etat", elle démontre que noue sommes arrivés au début d'une nouvelle réflexion du Parti.
En effet pour nous l'autogestion, mais c'est maintenant, parfaitement clair si cela ne l'était pas il y a quelques années, ce n'est pas une simple technique de gestion économique, savoir comment résoudre les problèmes dans la sphère de la production, c'est un principe général d'organisation de la société qui vaut dans la sphère productive et qui vaut tout autant dans les sphères non productives.
Nous commençons une avancée, camarades, à travers cette thèse N°10 en l'intitulait "Transformer l'Etat".
J'avoue, à la réflexion, que nous aurions sans doute mieux fait de l'intituler "Transformer les institutions" car ce n'est pas seulement l'Etat qui est en question, c'est l'ensemble des superstructures qui font en vérité problème, je

Fondation Jean-Jaurès

crois qu'il faudra le dire, si ce n'est par des amendements à ce texte, à cette thèse N° 10, du moins dans la suite des travaux du Parti dans ce domaine. Il faudra faire dépérir les appareils répressifs, de l'Etat, bien sûr, mais il faudra peut-être encore davantage concevoir autrement le problème des institutions, il ne s'agit pas de substituer un nouveau carcan juridique institutionnel à celui qui existe aujourd'hui, serait-il celui de la classe ouvrière, il s'agit que désormais les institutions soient ramenées à ce qu'elles ne devraient jamais cesser l'être, c'est-à-dire n'être que des moyens. Et de ce point de vue il ne faudra pas que nous ayons peur d'avoir des institutions faisant souvent l'objet de modifications, une certaine plasticité des institutions, c'est le seul moyen pour qu'elles ne jouent pas un rôle de frein lors du processus révolutionnaire de passage au Socialisme.
Transformer les institutions, celles de l'Etat, mais tout autant celles des régions et des départements, des collectivités locales. Il y a des amendements en ce sens. Il me paraît très intéressant que le Parti, par sa Convention nationale sache les prendre en considération.
Transformer las institutions, mais, camarades, transformer les mentalités, c'est peut-être un peu trop absent encore, bien qu'il y ait des progrès dans les 15 thèses qui nous sont présentées, car enfin nous le savons tous, on peut faire le plus beau système institutionnel que l'on voudra, dans le cadre de mentalités maintenues, la récupération serait évidente. Transformer les mentalités au moins autant que transformer les institutions, tellement il est vrai que les sciences sociales contemporaines nous apprennent qu'il y a forcement une dialectique entre les structures et les comportements, entre les institutions et les mentalités.
Transformer les mentalités camarades, cela signifie que nous devons rappeler que pour nous qui sommes autogestionnaires, la finalité en ce domaine c'est de permettre à tous les hommes l'épanouissement de leur potentialité créatrice.
Il y a en nous tous, dans toutes les formes et dans tous les hommes, une possibilité de créer, mais c'est le système actuel qui en réalité empêche la créativité des uns et des autres de s'exprimer : Création individuelle, création collective, par le travail intellectuel, par les activités manuelles, celles de loisirs, celles de vacances, comme celles du travail. Il s'agit bien entendu de ne pas ramener les problèmes de création simplement à la vieille conception d'une bourgeoisie décadente, celle des beaux-arts.
Mais il s'agit, en incorporant cette ancienne conception, de comprendre que notre rôle c'est de permettre à tous d'épanouir leur potentialité créatrice. Mais nous ne croyons pas à la créativité spontanée, bien entendu. Par conséquent il y a une dialectique à établir entre les efforts pour la création de tous et l'effort pour la formation de tous.
Ce disant, on retrouve bien entendu les problèmes de l'école, en prenant l'école au sens le plus large du terme, du berceau au tombeau, disent les spécialistes de l'éducation permanente. Ils ont raison, c'est sur l'ensemble d'une existence que la formation par l'institution scolaire doit jouer, mais la formation, cela va beaucoup plus loin, camarades, la formation c'est aussi l'information et les propos tenus tout à l'heure par Gilles Martinet mériteront d'aller plus loin en ce sens.

Fondation Jean-Jaurès

La formation au-delà de l'école, des problèmes de presse, c'est aussi la - diffusion, la diffusion par les médias, la diffusion par les spectacles vivants, par ce sens de la fête qu'aujourd'hui les Socialistes savent retrouver. La formation, c'est aussi le rôle en profondeur de l'animation culturelle comme on dit parfois, mais aussi bien de l'animation sportive, de l'animation audiovisuelle, de l'animation en matière sociale, et que le Parti Socialiste ait pu récemment recréer un groupe national et bientôt des groupes régionaux d'animateurs, me paraît de ce point de vue un signe encourageant? Et enfin la formation ce n'est pas seulement celle qui passe par des institutions préétablies, mais pour le monde du travail, pour les ouvriers, nous le savons tous, la meilleure des formations c'est souvent celle qui se réalise dans l'étude.
Combien de travailleurs qui n'ont pas eu la chance de passer par l'institution scolaire, qui n'ont pas eu la chance de bénéficier d'un encadrement leur permettant l'épanouissement normal de leur personnalité, sont devenus autres, se sont formés sur le tas, en entrant dans la lutte, et depuis mai 68, à travers tous les conflits que les uns et les autres ont rappelé, se sont formés et d'une certaine manière ont par-là même, réussi l'épanouissement de leur potentialité créatrice.
Transformer les institutions, transformer les mentalités, j'espère que le Parti sera désormais convaincu que l'action Culturelle pour nous ce n'est pas un simple supplément, ce n'est pas une sorte de luxe que nous nous octroyons pour passer comme des gens cultivés, mais que la stratégie de l'action culturelle est une dimension que l'on ne peut éliminer du combat Socialiste. Et, de ce point de vue, nous n'avons pas à opposer, comme trop souvent la Gauche l'a fait dans le passé, le primat de la révolution économique ou le primat de la révolution culturelle'
Le premier, vous le connaissez, c'est la révolution économique transformant l'ensemble des problèmes de la production et puis quelque part, au bout du chemin, la révolution culturelle nous sera donnée de surcroît.
A cela d'autres notamment certains groupes maoïstes ont opposé le clivage de la révolution culturelle:
"Commençons par transformer les mentalités, transformons l'âme et alors il sera facile, au-delà d'aboutir à l'ensemble du processus révolutionnaire".
camarades, pour nous, la révolution est une et indivisible, elle a une dimension politique, une dimension économique, une dimension sociale et tout autant une dimension culturelle.
Si nous ne menons pas de front, camarades, le combat culturel, le combat pour la transformation des mentalités, en même temps que le combat pour la transformation des institutions, le combat dans la sphère de la production comme le combat dans les autres sphères productives de la société, alors camarades nous risquerions d'échouer. J'espère que nous prendrons conscience que tous ces combats nous devons les mener, tous ensemble.
(Applaudissements)

Le président - La parole st à Motchane pour vingt minutes, et ensuite à Ballot.

Didier Motchane

Mes chers camarades, de quoi s'agit-il ? Je veux dire quel est le sens de cette discussion politique qui doit trouver un terme assurément provisoire au cours de notre Convention nationale ?

S'agit-il, comme certains pourraient en avoir, et il faut le leur pardonner, l'idée, d'une dissertation abstraite et tranquille sur les voies de passage au Socialisme ?

S'agit-il d'un de ces débats théoriques au sens courant du mot, qui intéressent davantage les militants et pour être sincère, disons une minorité de militants, une fraction de militants, qui intéressent davantage le Parti, la vie interne du Parti, que la vie tout court du Parti ?

Nous pensons, en ce qui nous concerne, qu'il s'agit de mesurer comment notre vision du Socialisme procède des exigences actuelles de la lutte des classes et comment ce que l'on appelle notre stratégie est capable d'orienter l'action militante du Parti ici et maintenant.

Si vous le permettez, j'ai l'intention, sous cette lumière, de vous exposer les réflexions sur quatre points :

Le premier concerne le pouvoir et le sujet même dont nous parlons.

Le deuxième est de vous montrer l'unité des 16 thèses, je dis bien des 16 thèses, c'est-à-dire des 15 thèses qui ont été adoptées... dont le projet a été adopté par l'unanimité du Bureau exécutif et de la 16ème.

Mon troisième point sera de poser quelques questions au Parti, et le Parti ne m'en voudra pas, puisqu'il y a une majorité dans ce Parti et que, comme les mots l'indiquent, la majorité signifie la majeure partie de ce Parti, encore que des indications récentes peuvent poser quelques questions sur l'importance de cette différence... quelques questions donc à la majorité du Parti.

Mon dernier point sera pour souligner que notre stratégie de l'union de la Gauche et notre conception, et si possible notre pratique de la transition, c'est-à-dire le processus autogestionnaire, ne sont pas des choses séparées. Ce sont les deux versants d'une même réalité politique.

Nous sommes tous d'accord apparemment, mes camarades, pour dire que l'autogestion ce n'est pas simplement la société sans classes, ce n'est pas simplement la borne au terme du chemin, c'est le chemin lui-même, que l'autogestion n'est pas seulement et n'est même pas du tout la revendication de luxe de certaines catégories de travailleurs, de salariés, que le développement moderne de l'organisation du travail conduit à poser le pouvoir dans l'entreprise, que l'autogestion est une exigence qui commence à être perçue par un nombre croissant de travailleurs qui mettent en question la division sociale capitaliste du travail et qui n'acceptent plus ou qui acceptent de plus en plus mal qu'il leur soit refusé d'avoir leur mot à dire sur ce qui fait le plus clair de leur vie, et d'abord leur vie de travailleurs.

Nous sommes également d'accord que si le terme de l'autogestion contient comme une charge, tout une critique d'une pratique et d'une conception trop autoritaire, trop centralisatrice du combat pour le Socialisme, on ne sépare pas, on ne peut pas séparer le combat mené sur les terrains où la lutte de classe est vécue, est perçue par la population et par les travailleurs, de la conquête et de la

transformation |de l'Etat et des institutions.
Voilà ce que disent les 15 thèses, et nous voici maintenant en présence de la 16ème.
A mon avis, mes camarades, la 16ème dit 3 choses :
La première, c'est qu'en rappelant ce qu'indiquait déjà la 10ème, à savoir que
Contrôler le gouvernement ce n'est pas saisir effectivement la réalité du pouvoir et ce n'est pas transformer ce pouvoir, elle précise que c'est à partir de cette constatation que seul le déploiement de la capacité initiative des masses donne son sens et son efficacité, donne son sens et son efficacité à l'action du gouvernement du programme commun et que, par conséquent, il ne s'agit pas - et c'est une confusion que l'on répand beaucoup - de je ne sais quelle apologie romantique du spontanéisme ; il s'agit au contraire de constater la réalité.
Peut-on imaginer, camarades, que le jour de la victoire de la Gauche il ne se passera rien dans ce pays ? Peut-on imaginer qu'il ne se passera rien dans les quartiers, dans les écoles, dans les ateliers, dans les bureaux ? Peut-on imaginer, camarades, que ces mots que vous trouverez un peu froids peut-être parce qu'ils ont été trop triturés dans nos textes, ne voudront absolument rien dire pour les travailleurs, pour la population ? La capacité d'initiative des masses, ce n'est pas une réalité de la vie quotidienne, ce sera la réalité de la Gauche, ce sera le processus qui sera déclenché par notre victoire.
Alors, est-ce être spontanéistes que de constater cette réalité ? Est-ce être spontanéiste que de dire que la plus grande erreur serait de prétendre laisser séparés, c'est-à-dire rapidement face à face, c'est-à-dire rapidement front à front, les mouvements populaires et l'action d'un gouvernement qui, qu'il le veuille ou non, aura sur les bras l'héritage de la société bourgeoise, l'héritage de nos institutions.
Est-ce être spontanéiste que de dire que la seule manière d'éviter un débordement qui serait mortellement dangereux pour le processus autogestionnaire, c'est que la liaison existe, c'est que l'articulation existe et cette liaison, cette articulation, mes camarades, cela s'appelle le Parti.
(Applaudissements)
Cela veut dire que ce dont nous aurons à discuter pendant ces deux jours doit porter des conséquences pratiques, doit porter des conséquences précises sur nous-mêmes sur ce que nous faisons, sur l'organisation, sur le fonctionnement du Parti.
On nous accuse d'irréalisme. Je le répète, être réaliste, c'est préparer dès aujourd'hui le Parti à jouer le rôle qu'il doit être capable de tenir, à peine d'être écartelé entre l'héritage d'une gestion qu'il recueillera et le débordement rapidement anarchique que peut susciter l'explosion des aspirations populaires.
Il ne s'agit pas de programmer le mouvement populaire ; par définition, cela ne se programme pas ; il s'agit d'y exercer la présence du Parti. On ne lutte pas contre le spontanéisme et contre toutes les possibilités de manipulation auxquelles il se prête, en niant la montée des mouvements de masse, encore moins en leur opposant l'action du gouvernement. On lutte contre le spontanéisme et le débordement en préparant en profondeur et d'une manière

permanente la liaison du Parti aux masses
Seulement nos camarades avec lesquels nous nous sommes trouvés - et non pas trop facilement, après avoir discuté -très largement d'accord pour proposer à l'ensemble du Parti les 15 thèses, nous ont déclaré ensuite, que la 16ème était à la fois inutile et contradictoire, qu'elle était à la fois une répétition des quinze premières et qu'elle comportait des contradictions avec les quinze premières.
Je vous dirai tout d'abord que dans cette affaire-là, il faudrait que ces camarades choisissent leurs arguments. Une répétition n'est pas une contradiction ou elle est superfétatoire ou contradictoire, mais elle peut être difficilement les deux !
(Brouhaha)
Je voudrais pour quelques questions. Je voudrais demander à ces camarades de ne pas opposer le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, mais les lier et préparer cette liaison dès maintenant ; je voudrais demander à mes camarades si cela ne méritait pas un court développement et si ce développement se trouve dans les quinze thèses précédentes ?
Je voudrais également demander à ces camarades s'ils ne sont pas d'accord sur l'idée que ce qui sera déterminant pour la poursuite du processus, c'est l'importance et le degré de la mobilisation de masse ? Bien sûr, ils sont d'accord avec cela, cette idée se trouvait, d'ailleurs, au centre, je vous le rappelle, mes camarades, de la motion d'Epinay.
Je pense donc que la raison pour laquelle il est indispensable de mener à son terme, par la 16ème thèse, le débat, c'est précisément que le moment est venu de dire que notre vision du processus autogestionnaire, porte sur la réalité politique de notre pays et sur la réalité de notre Parti. Si vous le voulez, la 16ème thèse, l'amendement additionnel, c'est comme la formule exécutoire d'un jugement... (Brouhaha)... l'ensemble des motifs doit conduire ici et maintenant à des conclusions pour l'action de notre Parti.
Mais alors, je sais que beaucoup de camarades nous diront : n'y a t il pas un procès implicite dans les choses que vous dites ?
Vous dites qu'il faut lier le Parti aux masses. Vous dites qu'il faut développer le Parti, qu'il faut accroître l'influence du Parti dans la classe ouvrière, qu'il faut développer l'organisation du Parti dans les entreprises. Est-ce que cela n'est pas ce que nous faisons ensemble depuis un certain temps ? Prétendez-vous dire que nous ne le faisons pas ?
Là-dessus, mes camarades, je vais être très clair : oui, et c'est bien pour cela que nous sommes ici, cela, ensemble, nous l'avons fait ; nous pouvons le dire un an après, et même, si vous le permettez, quatre ans après. Ensemble, nous l'avons fait et ensemble, quelles que soient les péripéties de la configuration politique, nous continuons à le faire. Mais nous sommes convaincus qu'aujourd'hui - nous vous le disons franchement - cela nous pouvons le faire mieux et, par conséquent, nous devons le faire mieux. Nous sommes convaincus que ce n'est pas porter tort au développement du Parti, mais au contraire le servir, en le disant, car si on ne le dit pas, on ne le fait pas.
Voilà aussi mes camarades le sens de cette 16ème thèse qui n'est pas une critique mais qui est une proposition d'engagement.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons eu l'occasion de constater, au cours des discussions qui ont préparé ses assises, que certaines camarades semblaient craindre qu'il n'y ait écart et même opposition entre notre conception du processus autogestionnaire et la stratégie du Parti, telle qu'elle est décrite et matérialisée par le programme commun. Nous avons dit, en ce qui nous concerne, qu'il ne saurait être question pour nous, Socialistes, de séparer encore moins d'opposer l'un et l'autre. Comme le disait déjà la motion d'Epinay, la question décisive, c'est le contenu de l'unité, mais je voudrais rester quelque temps sur ce point.

L'union de la Gauche, c'est un processus électoral, d'abord. Ensuite, il est passé par l'accord politique au programme commun. Il se trouve maintenant en présence d'une troisième étape et le problème qui lui est posé, ce n'est plus l'unité de son programme, elle est faite - c'est de savoir si la Gauche saura se mettre d'accord sur la réalisation de ce programme ; c'est l'unité de la stratégie, c'est l'unité de la direction.

De même que l'autogestion, c'est un processus dont on a déjà dit, dont on dira encore qu'il existe dès aujourd'hui, qu'il prend naissance dans les exigences de la population et des travailleurs qui revendiquent le contrôle, un contrôle dont nous savons, nous autres Socialistes, qu'ils ne pourront l'exercer que le jour où ils auront l'appui d'un état conquis paf nous,

Mais vous me direz : le programme commun, tout le monde est d'accord sur le programme commun, mais tout le monde l'interprète-t-il de la même manière ?

Assurément, nos camarades Communistes ne l'interprètent pas tout à fait de la même manière que nous, sinon ils ne seraient pas Communistes. Il n'y a donc pas lieu de s'en étonner, mais il est vrai que même chez nos camarades Socialistes on trouve certains d'entre eux pour prétendre que le programme commun n'annonce pas ou ne prépare pas, ou ne prend pas en compte le processus autogestionnaire.

Nous trouvons, dans le Parti, des camarades qui pensent pouvoir opposer, soit pour s'en réjouir, soit pour le déplorer, le programme commun de gouvernement et les 16 thèses que nous avons aujourd'hui sous les yeux.

Dans notre perspective, le processus autogestionnaire et par conséquent c'est que nous disons et, par conséquent, ce que nous devrons en faire, n'est pas destiné, mes camarades, à abolir le programme commun. Il est destiné à l'accomplir. De même que l'inverse est fait et plus immédiatement encore. Le programme commun qui, selon ses propres termes, a pour fonction d'ouvrir la voie aux Socialistes, comporte des conditions nécessaires pour faire passer le processus autogestionnaire à un niveau supérieur.

Je souhaiterais donc que dans le courant de cette convention, les camarades veuillent bien répondre aux quelques questions que je leur pose. Je voudrais seulement terminer en vous disant qu'à notre avis, ce qui est en question ici, c'est de réfléchir ensemble sur ce que parler veut dire. Parce que, mes camarades, il me semble qu'il est dangereux qu'il est insensé, qu'il est même criminel de mettre en circulation un certain nombre d'idées sans savoir que ces idées ont un sens. Nous savons, certes, qu'elles ont un sens pour nous, mais qu'il est plus important, mes camarades de savoir qu'elles ont un sens pour les autres,

qu'elles ont un sens pour ceux - les travailleurs - qui porteront la Gauche au gouvernement, et que le jour où cela sera fait, eh bien il faudra, à ce moment-là, n'ont pas comme l'a dit un camarade qui m'a précédé à cette tribune, distinguer les mots des choses, mais faire en sorte au contraire de les rapprocher !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Ballot pour cinq minutes et ensuite à Bachy pour dix minutes.

Ballot

Chers camarades, je voudrais très simplement vous présenter un amendement que j'ai fait adopter dans ma fédération et qui a cet avantage d'être un véritable amendement qui porte sur une partie du texte des 15 thèses et d'être, de ce fait, très court.
C'est un avantage parce que cela sera une première réponse à Motchane : cela évite des textes où l'on peut effectivement distinguer deux parties : l'une qui répète et l'une qui dit le contraire des 15 thèses.
La difficulté que nous avions à surmonter au cours de cette préparation de la Convention, c'était d'éviter de changer de stratégie tout en allant aussi loin que possible dans notre recherche, et pour ne pas changer de stratégie, il faille déjà ne pas changer de fondement théorique ; il fallait éviter d'écarter les théories qui font, en fait, le Socialisme. Je sais bien, et d'ailleurs le Premier secrétaire a eu l'occasion de le dire récemment, que le marxisme n'est pas la doctrine officielle du Parti Socialiste, mais il a pu ajouter qu'il en était la principale explication, au demeurant, la lutte des classes n'est pas spécifiquement marxiste, elle est le fondement de notre action, elle, est le fondement de la motion d'orientation du Congrès de Pau. Alors, cela dit, j'ai été surpris par la rédaction des 15 thèses qui dit que le progrès de la lutte des classes peut s'exprimer aussi bien dans les luttes menées pour la défense de la qualité de la vie en général, - santé, école, cadre de vie, rapports de l'homme et de la nature - que dans les luttes électorales ou au travers de celles que les travailleurs mènent dans les entreprises, lieu privilégié de l'exploitation.
Je dis, chers camarades, qu'il y a là une rédaction qu'il faut revoir- La mobilisation de militants, par exemple, pour contester un chef de service qui refuse un avortement, je dis que c'est une mobilisation intéressante au mouvement Socialiste ; je dis que ce n'est pas la lutte des classes.
Je dis que pour les rapports de l'homme et de la nature, il y a des associations qui mènent des luttes et qui, en fait, ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes. Certaines décisions de municipalités d'union de la Gauche peuvent très bien être contestées par des gens qui, en fait, ne représentent pas le mouvement Socialiste.
Quant à l'et cetera, je pense qu'il pourrait; par exemple, porter sur les prostituées qui occupent les églises, je ne sais pas comment on peut intégrer des mouvements de ce genre à la lutte des classes ; cela me parait tout de même très difficile, encore que certains gestionnaires ont essayé de le faire dans un

hebdomadaire cité par "Le Monde", et je vous assure que c'est assez formé de calembredaines.
En conclusion, je propose simplement que la Commission des résolutions prenne en considération un amendement qui distingue très nettement entre ces luttes qui témoignât de prises de conscience nouvelles que le Parti Socialiste doit orienter par un travail permanent d'approfondissement vers une finalité anticapitaliste et autogestionnaire, mais que cette démarche ne saurait être confondue avec la lutte des classes que les travailleurs mènent dans les entreprises, et sur le terrain politique, à l'occasion d'élections mettant face à face les représentants du travail et ceux du capital.

Le président - Je donne la parole à Bachy. Ensuite à Vial.

Jean-Paul Bachy

Mes chers camarades, lors d'un colloque organisé l'année dernière sur les problèmes de l'autogestion, le Secrétaire général d'une organisation syndicale affirmait : "Les uns et les autres, nous avons donné à mai 1968 et aux aspirations qui ont émergé des luttes de ces dernières années une signification particulière."
Je crois qu'il avait raison, et qu'aucun Socialiste : ne pourrait se sentir en désaccord avec cette affirmation.
Non seulement, en effet, dans les conflits sociaux récents des secteurs d'activité nouveaux sont touchés, non seulement des catégories nouvelles s'engagent dans la lutte, mais la forme elle-même que prennent les conflits change. |
En mai 1968, un fait avait frappé l'opinion, l'occupation des usines. On n'avait connu cela en France qu'aux heures les plus dures du mouvement ouvrier, en 1936, et à la Libération, notamment. Or rares sont aujourd'hui les conflits qui ne s'accompagnent pas de formes d'action plus directes, dont l'occupation est le meilleur exemple !
Cette évolution n'est pas sans conséquence dans notre discussion d'aujourd'hui sur les problèmes de l'autogestion, car l'analyse des luttes sociales de ces dernières années suscite dans la Gauche politique et syndicale un certain nombre de débats.
Parmi ces débats, trois, je crois, occupent une place plus particulière. Le premier débat est celui qui consiste à distinguer revendications quantitatives et revendications qualitatives. Le domaine du quantitatif, ce serait quoi ?
La défense traditionnelle des revendications professionnelles, l'emploi et le salaire notamment. Le qualitatif, ce serait la mise en cause des hiérarchies établies, la critique de l'arbitraire patronal.
En réalité, cette distinction est une distinction fausse et spécieuse, car c'est au travers de la défense de leur niveau de vie, de leur pouvoir d'achat, de leur lutte contre les licenciements, de leur lutte pour défendre leur emploi, que les travailleurs expriment le plus concrètement et le plus directement leur opposition au système en place. En ce sens, il est faux d'opposer les revendications et une stratégie axée sur l'amélioration du statut économique des travailleurs, qui serait prétendument défensive et réformiste, à une stratégie qui,

Fondation Jean-Jaurès

prenant en compte les problèmes de l'autorité et du pouvoir dans l'entreprise, serait plus révolutionnaire. Comme si le pouvoir patronal dans l'entreprise n'était pas le produit d'un système économique comme si l'aliénation et l'exploitation des travailleurs n'étaient pas finalement deux aspects d'une seule et même réalité. Comme si enfin le contrôle des travailleurs et l'autogestion étaient pensables sans un renversement du système économique que seul le Socialisme peut réaliser ?

La seconde querelle consiste à opposer lutte dans les entreprises et action au plan national. On sait que c'est là un débat dont les répercussions sont réelles au plan syndical Certaines organisations tendent à privilégier les actions exemplaires, mais localisées. D'autres à privilégier les formes plus globales, les journées nationales, même lorsqu'elles sont limitées dans le temps.

En fait, il est faut de dire que telle ou telle de ces deux stratégies est plus politique ou plus révolutionnaire. : Chacune a ses raisons d'être et chacune a ses risques.

Le risque de toute action globale, c'est en réalité le risque d'édulcoration des mots d'ordre, le sentiment éprouvé par les travailleurs d'avoir à suivre des consignes qui leur sont imposées de l'extérieur. Son avantage, par contre, c'est la puissance de la démonstration par le nombre, c'est le sens profond de l'action de masse.

Le risque des actions centrées sur l'entreprise, c'est le repli sur soi, l'isolement, a la limite, la division parfois. Son avantage, par contre, est que chaque travailleur, là où il est, se sent concerné par ce qui se passe. Il ne suit pas des mots d'ordre, il les élabore lui-même.

En fait, loin de s'opposer, ces deux stratégies sont étroitement complémentaires, et notre rôle en tant que Socialistes est de le démontrer. Laisser croire aux travailleurs que leurs revendications peuvent aboutir réellement dans un contexte politique et économique inchangé, c'est une erreur. Laisser croire aux travailleurs que l'on peut créer des îlots d'autogestion ou de contrôle dans une société qui n'aurait pas changé, c'est aussi une erreur. Relier au contraire en permanence les revendications de la base dans leur diversité avec une critique plus globale du système, et les objectifs généraux de la transition tels qu'ils sont définis dans nos programmes politiques, tel est notre objectif en tant que parti politique.

Le troisième débat oppose ceux qui font de l'autogestion une simple aspiration, en refusant de la définir, et ceux qui cherchent à la concrétiser dans un ensemble de mesures traduisibles en termes de programme.

Certes, l'autogestion ne se décrète pas. Mais peut-on se contenter de dire, lorsque l'opinion nous interroge, lorsque surtout les travailleurs nous interrogent, que ce sera le moment venu, aux masses de dire ce que sera l'autogestion ? Telle est l'opinion de ceux qui estiment qu'inscrire la perspective de l'autogestion dans un programme politique de gouvernement est à la limite contre nature. Chercher à définir l'autogestion, disent-ils, c'est la trahir.

En fait, pour nous, Socialistes, il ne saurait y avoir d'antinomie entre l'idée d'autogestion comme perspective, et celle qui consiste à tenter d'en définir dès

Fondation Jean-Jaurès

aujourd'hui certaines formes concrètes.
La crédibilité de notre mot d'ordre et la crédibilité de la perspective elle-même passent en effet par-là. Si nous voulons un jour, dans une perspective de transition comme dans un régime Socialiste, que les travailleurs exercent effectivement de nouveaux droits, le débat sur la définition de ces droits n'est pas vain, c'est au contraire un débat fondamental
La conclusion de ces trois débats ? Eh bien je crois qu'aujourd'hui effectivement les luttes sociales sont des luttes politiques ! Comment pourrait-on en douter dans le contexte actuel ou la défense des travailleurs contre les licenciements, leur lutte contre les réductions horaires, la diminution de leur pouvoir d'achat, débouchent directement sur la mise en cause de toute une politique et la mise en cause de tout un système économique, celui au monde capitaliste, dont l'échec est si patent aujourd'hui.
Oui, effectivement, les luttes actuelles traduisent l'aspiration des travailleurs à plus de responsabilité, a la maîtrise de leur destin. En ce sens, elles vont dans la perspective de l'autogestion, et sur ce plan le Parti a un rôle fondamental à jouer. Ce rôle du Parti n'est pas seulement de soutenir les luttes des travailleurs, ce n'est pas seulement de leur expliquer ce que sont pour nous, les causes d'une crise dont les travailleurs sont seuls à supporter les conséquences, de leur expliquer les formes diverses que peut prendre l'exploitation capitaliste. Notre rôle principal aujourd'hui, c'est de montrer que d'autres solutions existent, et que les travailleurs peuvent vaincre la fatalité qui apparemment les écrase.
L'autogestion répond donc bien à la situation. C'est un mot d'ordre juste, mais ce qui est important aujourd'hui, c'est que nous puissions avec les travailleurs eux-mêmes imaginer les formes concrètes qu'elle pourrait prendre, là où ils se trouvent, dans leur usine, dans leur bureau, dans leur atelier, car notre crédibilité passe par-là.
Je suggère pour conclure que ce soit là la définition de ces formes concrètes de l'autogestion à tous les niveaux, une des taches prioritaires des groupes Socialistes de l'entreprise et de nos sections d'entreprise, au lendemain de cette Convention nationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vial, fédération de la Corse, qui sera suivi par Kléber Gouillet, Isère.
Pendant que le camarade monte à la tribune, je vous informe que le Secrétariat formation, le camarade Delfau, nous demande de nous procurer, au stand qui est dans la salle, le premier dossier formation action militante.
Je donne la parole à Kléber Gouillet, puisque Vial n'est pas là pour l'instant.

Kléber Gouillet (Isère)

Mes camarades, je voudrais d'abord dire que je suis d'accord avec la partie de l'intervention de Taddéi qui concerne l'avancée du Parti. Nous sommes un parti Socialiste, je crois que cela c'est une réponse à l'inquiétude de certains camarades, lors de la Convention P.C. - P.S., et aux interrogations réelles ou non

de nos partenaires Communistes.|
Quel chemin, en effet, parcouru depuis quelques années, et quelle différence entre le Parti d'aujourd'hui et le Parti Socialiste ancien, enferré dans une stratégie de troisième force ! Qu'il s'agisse du contenu, des perspectives, nous ne sommes plus sur une position de gestion du système, nous sommes sur une position de Socialisme autogestionnaire. Nous sommes présents dans les luttes, nous sommes partie dans l'action. Ceci se traduit par un renouveau de gains électoraux, par une progression d'adhérents, y compris parmi les travailleurs, par une affirmation dans les entreprises, dans les quartiers. Il me semble qu'il faut que nous accélérions ce processus, et l'un des aspects essentiels du rôle du Parti c'est d'être un outil d'expression politique des travailleurs.!
Il me semble que cette progression du Parti Socialiste est irréversible, et que nous sortîmes responsables de ce processus devant les travailleurs et devant le peuple.
Deuxième aspect de mon intervention, qu'attendent les travailleurs de ce Socialisme autogestionnaire ?
Je pense qu'ils attendent d'une part des perspectives mobilisatrices d'une société autre, leur permettant de se situer, de mieux comprendre les causes de leur exploitation, de persévérer dans la lutte de classe quotidienne, qui essaie de les individualiser, de les diviser, de les intégrer, pour leur faire accepter leur situation comme naturelle; de trouver au-delà des obstacles et divisions créées, division du travail, statut d'inégalité, une identité de classe, et cela me parait extrêmement important.
Je pense aussi que les travailleurs attendent du Socialisme autogestionnaire un peu plus, et c'est la reconquête de ce que le capitalisme leur a pris, c'est-à-dire leur outil : de travail, la propriété de leur entreprise, le fruit de leur travail, la maîtrise de leur vie, car en fait, le capital, c'est quoi, sinon du travail accumulé non distribué ? Au nom de quels principes ? De quelle loi ? Au nom de quoi quelques hommes en exploiteraient d'autres ? Et pourtant, c'est le système actuel qui fait cela, au nom de la liberté, celle d'entreprendre, mais on oublie que c'est avec le travail des autres qu'il s'approprie les moyens.
Ce qui nous intéresse en tant que travailleurs, c'est ceci : quels seront leur pouvoir dans cette société autogestionnaire sur nos entreprises ? Continuerons-nous à être des pions qu'on déplace, une force de travail qu'on loue, qu'on exploite ? Resterons-nous des exécutants d'une politique définie par d'autres ? Continuerons-nous, au nom d'une séparation des taches, d'une division du travail, à faire, entre l'élaboration intellectuelle et l'exécution manuelle, un travail répétitif sans intérêt ? Verrons-nous encore un produit fabriqué parce qu'il rapporte, même s'il est inutile ou fabriqué pour être rapidement usé ? Aurons-nous ou non une hiérarchie sur le dos, une discipline de caractère militaire, pour nous contraindre à produire ?
Voici quelques éléments de notre situation actuelle.
Aurons-nous ou non le droit d'intervenir sur la finalité de notre entreprise, le produit fabriqué, l'organisation du travail, la répartition de la plus-value ? Redeviendrons-nous ou non des êtres humains responsables ou bien serons-nous

encore des esclaves pour d'autres maîtres ? Ce sont autant d'interrogations que se posent les travailleurs !
Verrons-nous la fin de la monarchie du capital au pouvoir désigner notre direction technique, la contrôler, désigner un conseil ouvrier, définir en assemblée générale nos objectifs de production, notre organisation du travail ?
Les techniques de production actuelles, les moyens d'information existants permettent de présenter des choix, des options claires. Les travailleurs ont une culture sociale qui vaut bien celle d'un vernis bourgeois ou d'un savoir théorique accumulé, et sont capables de faire des choix économiques.
Il est possible aussi, au niveau du cadre de vie, de permettre aux citoyens d'assurer les choix des équipements collectifs, le contrôle de leur fonctionnement et de leur gestion.
Le Socialisme autogestionnaire est un tout, et là je voudrais dire que je suis en désaccord avec les définitions qu'a données Laignel. Ce n'est ni une perspective lointaine, sans lien avec la réalité, un mythe idéaliste, ni un aménagement des conditions de travail, de l'organisation du travail ou de la cité, dans un système capitaliste aménagé. Il oppose au capitalisme la propriété sociale, la propriété privée du capital, l'autogestion des travailleurs, des usagers à la monarchie du capital, la planification démocratique à un état au service du capital, avec un pseudo-plan d'étude de marché. Il se différencie, me semble-t-il, du Socialisme de nos camarades Communistes, la propriété aux travailleurs et aux usagers, et non celle de l'Etat, par l'autogestion des travailleurs et des usagers et non une gestion démocratique dans le cadre de décision de production, d'un plan central, avec le maintien d'un système de rapport de production hiérarchique par un plan démocratique élaboré à partir de la base, et non un plan central définissant des objectifs généraux à partir du sommet.
Que peut-on changer tout de suite ? C'est l'interrogation. Dans la société actuelle, les travailleurs n'ont pas de pouvoir, tout le monde le sait. Il appartient au capital. L'Etat et ses institutions sont construits pour maintenir ou reproduire le système, mais le pouvoir des travailleurs, il existe, il est réel, c'est la revendication, c'est l'action, ce sont éventuellement les élections, c'est-à-dire le pouvoir qu'ils se donnent.
L'évolution du capitalisme rend inéluctable une prolétarisation des ruraux, des commerçants, des classes moyennes. Cela à terme renforce la possibilité d'action et de victoire.
Les agents actuels dans l'entreprise, le contrôle maximum des éléments du contrat de travail, le prix de la force de travail déterminent, il ne faut pas l'oublier, la situation, la vie des travailleurs, En plus value plus ou moins forte du capital, son pouvoir plus ou moins grand, et c'est un terrain de lutte qu'on n'a pas le droit d'abandonner.
Mais nous devons aussi poursuivre le capitalisme dans son système de production, c'est-à-dire l'organisation du travail, les cadences, les horaires, la division du travail. L'organisation actuelle n'est pas inéluctable; la division du travail, la hiérarchie, les rapports sociaux actuels sont la conséquence, et il faut le dire très fort, de l'appropriation du capital par le capital des entreprises.

Collection Jean Jaurès

Tant que le système capitaliste ne sera pas remplacé, il ne peut y avoir de droit institutionnel garanti. Le droit, c'est le rapport de forces, et en tant que Socialistes, nous devons l'établir.
Le rapport de forces, c'est ce qu'on est capable d'imposer, qu'il y ait ou non négociation, ce qu'on peut tirer des conflits, Lip, Râteau, Annonay ou autres, c'est qu'en fait les camarades ont bafoués le droit de propriété en occupant les entreprises qui restent la propriété du patron, le temps qu'ils ont pu les occuper, c'est-à-dire que le temps que le rapport de forces leur a permis de le faire.
Je voudrais dire deux mots sur le rôle du Parti Socialiste en réaffirmant très fort que le Parti Socialiste est toujours d'accord avec la stratégie de l'union de la Gauche, mais là aussi il faut être clair et là aussi je ne suis pas d'accord avec Laignel, la stratégie de l'union de la Gauche ne peut pas être autre chose qu'une stratégie conflictuelle, on n'y peut rien, ce sont des faits, il y a bien deux applications stratégiques différentes entre nos camarades Communistes et nous. Cela ne veut pas dire qu'on met en cause l'unité, cela veut dire que c'est l'unité conflictuelle qui passe par les débats, les discussions, qui passe par l'action, qui passe par des accords, qu'il s'agisse d'accords dans la lutte ou d'accord pour un programme électoral.
Bien sûr, tout le monde souhaite qu'à long terme, il y ait rapprochement et que, parce que nous pensons que les travailleurs sont cette base, nous arrivions à nous mettre d'accord sur le contenu autogestionnaire, mais en attendant, il y aura situation conflictuelle.
Un ne peut pas laisser dire qu'il n'y a pas de lien entre l'action quotidienne et les perspectives qu'on veut atteindre. Il y a bien l'attaque du pouvoir économique qui passe par la revendication, l'action et l'attaque du pouvoir politique qui passe par la prise du pouvoir politique, on ne peut pas séparer les deux. S'il y a séparation, on ira vers un Socialisme autogestionnaire, car que fera t-on d'un pouvoir central si on n'a pas attaqué le pouvoir économique ?
Il me semble qu'il est important pour le rôle du Parti qu'il y ai une présence de plus en plus active dans les luttes sociales, pas simplement une présence en tant que Parti, mais une présence en tant qu'adhérent du Parti et j'insiste, il est important que les adhérents du Parti soient présents dans les luttes, car cela devrait être en majorité des travailleurs et ils devraient se situer dans la lutte de classe.
Je voudrais en terminant dire quelques mots sur le problème de la crise du pouvoir et là il me semble qu'il faut éviter de séparer le problème de la crise du pouvoir politique, qu'il s'agisse des institutions ou de l'appareil de l'Etat, de la crise du pouvoir économique.
Comment ira t-on, je voudrais qu'on me. l'explique, au Socialisme autogestionnaire si au nom de ce Socialisme autogestionnaire qu'on voit très loin, on commence par prendre un pouvoir central et par imposer aux travailleurs un certain nombre de décisions ?
Il y a là quelque chose qui m'apparaît ne pas tenir la route et sur quoi il est important qu'on avance. Il me semble qu'il est aussi important de veiller aux premières mesures qui seront prises lors de la prise du pouvoir et je voudrais

dire deux mots sur la mobilisation populaire.
Il est clair que s'il n'y a pas mobilisation populaire et mobilisation populaire dans le concret, c'est-à-dire la revendication sur le terrain, on n'ira pas vers un Socialisme autogestionnaire, on ne peut pas passer en dehors d'un accord avec les organisations de masse et il me semble que la stratégie doit être nette. C'est bien l'union des forces populaires, c'est-à-dire l'union avec les partis de gauche et les organisations syndicales.
Bien sûr, cette forme de mobilisation peut prendre des aspects différents suivant les moments, et il n'est pas exclu que suivant les circonstances on soit amené à prendre d'autres formes d'organisation que celles actuelles, qu'il s'agisse des quartiers ou des entreprises, mais s'il n'y a pas accord, discussion avec ces organisations on retombe, me semble t-il, sur la thèse du Parti d'avant-garde.
Or, nous sommes en 1975, la classe ouvrière s'est forgé des outils, ces outils, ce sont les partis de gauche et les syndicats, la thèse d'avant-garde me semble t-il correspondait à une société qui est une société rurale, une société avec une classe ouvrière faible, elle ne correspond plus à la situation actuelle.
Le Socialisme autogestionnaire, ce sera...

Le président - Veux-tu abréger ?

Kléber Gouillet - ... j'en ai terminé... n'est pas un rêve, un mythe irréalisable, il est la réponse actuelle aux aspirations des travailleurs tout en maintenant la stratégie de l'union de la Gauche, seule réaliste; c'est la capacité du Parti Socialiste et des organisations de masse à relier les actes quotidiens des travailleurs à travers la lutte de classe à des perspectives autogestionnaires qui rendra crédible la construction du Socialisme autogestionnaire
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vial, de Corse, pour 5 minutes et ensuite à Edith Cresson.

Vial (Corse)

Le programme Socialiste a prévu depuis longtemps l'autorégion de la région Corse. Notre contribution aux travaux de la Convention nationale, texte qui vous sera remis plus tard, se veut une explication de cette forme d'autogestion. Il entre naturellement dans la thèse n° 10. Son titre : la Corse, champ d'application privilégié de l'autogestion de la région.
Pourquoi privilégié ?
La Corse, comme d'autres régions de France, a subi l'oppression politique, administrative, économique et culturelle du système capitaliste. Mais la situation prend des caractères particuliers dus d'une part à une mutation extrêmement rapide par le passage d'une économie fermée à une économie d'échange, ce qui a entraîné l'expropriation d'un grand nombre d'entre nous, je vous rappellerai que pour 200 000 corses vivant dans l'île plus de 800 000 sont à l'extérieur, et, d'autre part, par la persistance d'une très forte identité culturelle.

Fondation Jean Jaurès

En effet, que ce soit au plan économique, dominé par une monoculture essentiellement et l'importation de toutes les denrées de première nécessité ou bien par un tourisme de masse qui veut aboutir à la balnéairisation de la Corse. Nous n'avons rien contre le tourisme de masse, mais pratiqué comme cela, c'est autre chose !
Que ce soit au plan culturel où l'on assiste à l'étouffement de la langue et de la culture, mais avec un acharnement tout particulier, la loi Deixonne a été refusée chez nous jusqu'à cette année, or c'est depuis 1951 qu'elle est appliquée ailleurs, que ce soit au plan institutionnel où l'on assiste à l'impossibilité de l'expression démocratique par une fraude électorale, ce qui nous apparente plus aux territoires d'outre-mer qu'aux départements métropolitains. Il faut souligner à ce sujet que le pouvoir en place n'a jamais voulu prendre les mesures qui s'imposaient pour extirper ce cancer de la fraude ; il en porte la responsabilité entière.
En conclusion, de cette analyse, les Socialistes de Corse sont largement fondés à déclarer que cette exploitation capitaliste prend en Corse et par certains côtés la dimension d'une situation de type colonial.
Disons pour me résumer que la situation géographique entre l'Afrique et l'Europe fait une espèce de situation mixte, si je puis dire.
Le projet Socialiste que nous présentons pour la Corse, avant tout il est important de lever toute équivoque quant au séparatisme et à la xénophobie. Pour nous autres, Socialistes, tous ceux qui exploitent l'île spéculent, trafiquent, bradent les sols, sont à titre égal les ennemis du peuple corse ; il est bien entendu que le terme "peuple" est à comprendre dans un sens Socialiste, il exclut tous ceux qui exploitent les classes populaires.
Notre projet : la solution à la crise qu'a subi la Corse ne peut qu'être globale, intégrant l'aspect institutionnel, l'aspect économique, l'aspect culturel.
Les Socialistes de Corse affirment qu'une telle solution ne pourrait être trouvée que dans le cadre d'une société apte pour un projet Socialiste autogestionnaire et prenant en compte le droit à la différence, formulé par notre camarade François Mitterrand.
Enfin, ce projet institutionnel qui en découle a pour but de restituer à la population la possibilité de l'expression démocratique, de donner à la région la maîtrise de son épanouissement économique et culturel par la reconnaissance de la personnalité juridique et institutionnelle de collectivités territoriale.
Cela se traduira en gros par la désignation d'une assemblée régionale élus au suffrage universel ; tout cela est contenu dans l'objectif 6 de la thèse 10, donc je passe.
Mais nous demandons un domaine de compétence qui est le suivant : d'une part, la décision des orientations du développement régional selon le plan démocratique et la gestion du budget de la région ; d'autre part, la définition des dispositions législatives et réglementaires particulières, propres à lui donner à la Corse la maîtrise de son développement économique et culturel.
En résumé, toutes ces dispositions prenant en compte les caractères spécifiques du contexte local reviennent à doter la Corse d'un statut particulier aux limites

certes définies, mais s'inscrivant institutionnellement dans une forme très précise d'autonomie régionale de gestion dans le cadre de la République française.
La conquête du pouvoir passe par le développement en Corse, comme en France continentale, du courant Socialiste autogestionnaire ; il implique l'examen et l'approfondissement de ces options autogestionnaires avec les familles politiques de l'union de la Gauche qui exprimaient dans le programme commun leur volonté de promouvoir une société de responsables à tous les échelons.
En conséquence, les Socialistes de Corse demandent que leurs propositions ci-dessus exposées et déposées tout à l'heure sur le Bureau de la Commission des résolutions, soient adoptées par la Convention nationale de notre Parti sur l'autogestion, qu'elles soient fermement soutenues auprès des partis de l'union de la Gauche et qu'elles figurent à titre d'additif au texte du programme commun de gouvernement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Edith Cresson.

Edith Cresson

Je souhaite soulever quelques problèmes concrets liés à la mise en place de l'autogestion lorsqu'il s'agira de la traduire dans les faits.
Cette Convention sur l'autogestion suscite, soyons en persuadés, un intérêt particulier de la part de nos alliés, de nos adversaires et de l'opinion publique en général.
Pour la première fois, nous débattons publiquement d'un sujet qui est au cœur de notre projet politique, mais qui traduit notre vision de l'avenir.
L'autogestion implique une transformation profonde non seulement de l'organisation de la production, mais de l'organisation sociale et des mentalités. Une telle transformation ne pourra pas être spontanée. Il nous faut réfléchir dès maintenant aux conditions concrètes nécessaires à la mise en oeuvre de l'autogestion qui ne peut résulter de seules décisions prises au niveau de l'Etat.
Une part des réticences que soulève le concept de l'autogestion vient sans doute de ce que, dosant une liberté plus grande de choix, on s'inquiète de savoir quel nouvel ordre va naître. L'habitude de l'inégalité est telle que l'on craint de voir l'inégalité prendre des visages différents, mais qu'on espère difficilement la voir disparaître.
Or, même dans une société de type capitaliste, on pourrait imaginer une forme d'atténuation des inégalités de revenus.
Le pouvoir, la décision resterait toujours aux mains d'une minorité. C'est la fin de l'accaparement de la décision par une minorité qui se propose le projet autogestionnaire.
Toutefois, une fois qu'on a prévu un système, des systèmes d'élection des responsables à l'intérieur de l'entreprise, on a réglé qu'un seul aspect du problème, le plus facile, le plus formel.
Dans un système capitaliste avec forte atténuation des inégalités de revenus, le

Fondation Jean-Jaurès

pouvoir des dirigeants demeure entier parce que basé sur la compétence. Avec tout ce que la compétence implique de mystère voulu, d'ésotérisme.
La compétence possède un langage que partagent les compétents... Sur quoi porte la formation permanente dans un système capitaliste : sur le raffinement de la compétence des dirigeants de tous niveaux. Elle ne vise jamais à faire franchir aux exécutants, aux dirigés et aux manuels le sort d'un univers où le langage joue un rôle essentiel et d'abord un rôle de dissimulation. (applaudissements)
Je souhaiterais que nous réfléchissions un instant aux réticences, à l'apparente indifférence de certains militants de ce Parti devant un texte difficile et forcément abstrait. En nous souvenant que nous voulons devenir un parti de masse, un parti nombreux où tout le monde participe à la décision.
L'une des conditions essentielles du succès de notre projet autogestionnaire me parait être la démystification de la compétence. Pour qu'il ne s'agisse pas d'une proposition démagogique de pure forme il convient de préciser :
Dans le système capitaliste, la compétence vraie ou supposée est reconnue par des diplômes et la cooptation des dirigeants. Sur quels critères vont être élus les mandatés des entreprises autogérées ? Et comment chacun pourra-t-il contrôler les résultats de leur gestion ?
Si l'image de la compétence, son langage et le fossé qu'il crée entre ceux qui en possèdent le maniement et les autres doivent subsister, c'est alors que le rapport mandant-mandaté reproduira le rapport dirigeant-dirigé.
C'est pourquoi il semble essentiel que parallèlement aux décisions portant sur la mise en place des mécanismes de l'autogestion, une action vigoureuse soit entreprise pour permettre à tous de comprendre les éléments du fonctionnement de l'entreprise, non pas tant pour tout en connaître que pour pouvoir poser les questions significatives qui permettent de juger l'action des mandatés. C'est sans doute une pédagogie particulière qu'il faudra savoir créer. Loin de la sophistication voulue des initiés capables de mettre en lumière les motifs des décisions et les résultats.
La compréhension des mécanismes de l'entreprise devra permettre aussi la compréhension des nécessités imposées par la planification. Faute de quoi les changements, les aménagements nécessaires dans l'intérêt de la collectivité risqueraient d'être mal perçus et peu soutenus.
Il s'agit d'une action de longue haleine. Comprendre les mécanismes économiques non pas comme le propose le pouvoir actuellement avec la réforme Haby pour être à même de régler les problèmes matériels inhérents à la place de de chacun dans le système. Mais comprendre pour échapper à la fois à un comportement de type électoraliste de la part des mandatés et au voile de fumée de la technocratie.
Jusqu'ici, la compréhension des mécanismes a toujours été liée aux différents degrés du pouvoir de décision.
Le niveau de la pure exécution ignore, tout, des finalités du travail. C'est encore cette parcellisation contre laquelle s'élève le projet autogestionnaire.
La suppression réelle de la frontière existant entre les différents niveaux de la décision et de l'exécution, par l'accès à la connaissance et à la critique, remet en

cause la distinction du travail intellectuel et du travail manuel.
Le projet autogestionnaire parce qu'il conduit à modifier le modèle de l'idéologie dominante, qui, soyons en persuadés, demeureront longtemps tenaces dans les esprits, implique un type de formation générale propre à favoriser la compréhension, la critique.
Il implique aussi la lente disparition du couple savoir-pouvoir que dans une société techniquement avancée constitue l'une des menaces existantes et plus encore potentielles, les plus redoutables. (applaudissements)
A l'échelle du Parti et à ce moment, ces quelques réflexions devraient nous conduire à nous demander comment introduire la démythification du savoir technocratique dans notre projet éducatif. Et d'abord dans la formation de nos cadres et de nos militants.
Puis, nous devrons réfléchir sur le rôle des Partis et des syndicats dans cette prise de conscience par les travailleurs, des réalités de l'entreprise et de son contexte économique.
Devant les réticences ou les préventions de l'opinion et devant les risques du spontanéisme, notre rôle sera de trouver les moyens d'éclairer chacun sur l'étendue de sa responsabilité et de son pouvoir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Garrec ensuite à Christiane Mora.

Jean Le Garrec

Ce n'est pas un hasard si, durant toute la Convention sur les rapports PC/PS, il a été fait référence. A l'importance de la Convention sur les problèmes de l'autogestion. En effet, nous savons tous qu'il ne peut y avoir victoire que dans l'unité mais que cette unité, renforcée d'une qualité supérieure, passe par l'affirmation du projet politique de notre Parti, le renforcement de sa pratique militante, l'élargissement de sa base sociale.
L'aggravation de la crise, l'évolution de la situation internationale, en particulier au Portugal, montrent clairement que si nous ne sommes pas capables de répondre aux questions que nous pose la société actuelle, et d'y répondre en termes de contrôle, de maîtrise et de pouvoir, nous savons tous que le capitalisme saura régler ses crises au prix d'une aggravation de l'exploitation et, si nécessaire, d'un renforcement du système répressif.
Gramsky disait qu'être militant politique, c'est agir sur la réalité, et cette réalité qui doit conduire notre démarche est marquée par deux faits :
- le fait unitaire, irréversible,
- l'ampleur de la crise et la nécessité d'une réponse globale qui est celle du Socialisme autogestionnaire.

La crise d'aujourd'hui n'est pas seulement économique mais aussi politique, idéologique, et concerne tous les aspects de la vie dans et hors la production. Son cadre est celui d'un système post-industriel caractérisé par sa rigidité, sa complexité mais aussi sa fragilité.
Rigidité, par la concentration grandissante des pouvoirs, le poids énorme des

Contribution Jean-Jaurès

multinationales, la collusion entre les intérêts publics et les intérêts privés, comme on l'a vu d'ailleurs à propos de la C.I.I. ou comme on le voit aujourd'hui pour Dassault.
Complexité, par la multiplication des grands systèmes, qu'ils soient monétaires, informatifs, de distribution ou de communication, de production et d'échange.
Fragilité, enfin, et celle-ci apparaît chaque jour davantage : distorsion entre le coût social de la croissance et la production de richesses, régulation faite par le maintien d'un volant de chômage de plus en plus insupportable et une inflation corrigeant la baisse de rentabilité du capital, stratégie de "stop and go" afin de gagner du temps, dans l'attente d'un improbable miracle. Pour le pouvoir giscardien, faute de pouvoir s'attaquer aux causes, le concept verbal fait office de politique et la méthode Coué semble être la seule médication pour un malade qui refuse de se plier et de se conformer au diagnostic du docteur Fourcade !
Tout ceci montre que les enjeux sont devenus globaux et c'est globalement qu'il nous faut répandre, non pas demain, plus tard, mais aujourd'hui, sinon nous risquons d'être enfermés dans ce dilemme qui, après le Chili, apparaît au Portugal : consolider pour avancer ou avancer pour consolider.
Il ne s'agit pas d'opposer l'un à l'autre. C'est dans la même démarche qu'il nous faudra conserver les moyens centraux de la lutte de classes et transformer l'ensemble des institutions, maintenir l'appareil productif, lui redonner vigueur et impulsion, mais en même temps tenir compte des besoins collectifs, conserver une matrice technique et, malgré sa rigidité, créer les conditions de sa transformation, car les travailleurs refusent une division du travail ; Marx disait que subdiviser un homme, c'est l'assassiner.
Ce problème de la mutation des rapports au travail n'est pas pour demain, il est pour aujourd'hui. Il suffit de lire- les statistiques sur l'absentéisme, le sabotage, les mutations continuelles : pas plus de 90 jours d'ancienneté sur les chaînes, à la Saab ou chez Fiat. Il suffit d'écouter les jeunes pour comprendre que nous devons non seulement garantir un emploi, mais faire en sorte que cet emploi corresponde à un niveau de formation.
Mardi dernier, à la télévision, malgré la volonté de truquer et d'émasculer le débat sur la condition ouvrière, la présence de quelques travailleurs - en particulier de deux femmes - a fait choc en retour. Le langage du patron, très giscardien dans son habileté, devenait brusquement faux, paternaliste, déplacé, car la réalité était là, triste, quotidienne, insupportable.
C'est à partir de cette réalité que nous affirmons que notre démarche doit mêler l'ancien et le nouveau et qu'elle doit nécessairement s'appuyer et nous le disons, Motchane - sur une mobilisation forte et consciente des masses, et nous le répétons, Motchane, dans les thèses 12 et 13, quand nous marquons l'importance du développement des luttes pour le contrôle dans et hors l'entreprise.
Nous sommes unanimes à reconnaître que les 15 thèses constituent, pour le Parti, une avancée collective importante, mais à l'évidence, et c'est normal, demeurent encore bien des points à éclaircir, des contours à préciser. Il nous faudra plus de rigueur, en particulier, dans la description des articulations de la planification démocratique. Il est nécessaire de poursuivre une réflexion sur les

voies possibles, non seulement dans une remise en cause de la division du travail, mais aussi de la division technique du travail. Le concept d'utilité sociale, mais aussi celui de coût social, doivent être approfondis. Il en est de même pour l'approche des relations du secteur privé et du secteur public, par la généralisation des contrats d'obligation réciproque. La définition stratégique, enfin, doit s'appuyer sur une analyse plus précise des alliances nécessaires et souhaitables.
La tenue de la Convention sur l'autogestion doit marquer ainsi, non la fin d'un débat, mais au contraire le début d'une pédagogie politique, non seulement pour les militants du Parti, mais aussi pour tous ceux, et ils sont des centaines de milliers, qui cherchent une réponse à leurs questions.
A ce titre, et ce sera ma conclusion, je regrette que la présentation d'une thèse n° 16 n'ait pas contribué à lancer le débat, mais au contraire à l'occulter, en particulier par la regrettable confusion idéologique des 20 lignes centrales ; ou alors, il s'agissait simplement d'une thèse tactique, et à force de tactique, camarades, on passe tout simplement à côté des réalités !

Le président - La parole est à Christiane Mora et ensuite à Pernod, qui sera le dernier orateur pour cette matinée.

Christiane Mora

Mes chers camarades, nous diffusons depuis bientôt un an, et à l'intention des nouveaux adhérents de notre Parti, une plaquette où nous rappelons ce que veut dire le mot "stratégie". Nous disons que la stratégie, c'est l'ensemble des moyens dont nous disposons ou que nous voulons donner, pour atteindre notre but, qui est le renversement du régime capitaliste.
Eh bien ! A entendre l'usage qui est fait ce matin, et qui a été fait dans beaucoup de réunions de nos instances fédérales, du mot "stratégie", je ne suis pas tout à fait sûre que nous avons nous-mêmes bien assimilé ce que signifie ce terme.
Notre stratégie, nous l'avons développée, nous l'avons exposée et mise au point dans un premier temps, aujourd'hui, dans la situation où nous nous trouvons, pour que les farces de gauche, qui représentent l'ensemble des travailleurs, soient majoritaires politiquement dans ce pays. C'est la première étape. Cette stratégie, nous disons également qu'après la conquête du pouvoir ou plus exactement l'arrivée au gouvernement, elle doit nous permettre, si j'ose dire, de "reverser la vapeur", c'est-à-dire, pied à pied, de détruire ce qui, dans le système capitaliste, marque dans tous les domaines, en effet, l'oppression et l'exploitation des travailleurs.
Ce projet stratégique, nous l'avons élaboré en 1972, mais maintenant, camarades, ce n'est plus un projet ; nous sommes dedans, cela fait trois ans que nous l'appliquons, cette stratégie ! Par conséquent, je crois - et je rejoins là différents camarades qui y ont déjà insisté - qu'il faut faire très attention aux formules ambiguës, même si ce n'est pas volontaire, qui peuvent laisser penser que nous remettons en cause cette stratégie, notamment lorsque nous employons des expressions comme "stratégie autogestionnaire".

Fondation Jean Jaurès

Alors, la mise en oeuvre de notre stratégie, nous l'avons commencée avec la signature du programme commun, en 1972, nous l'avons poursuivie depuis et, notamment, avec le développement de notre Parti ; cela aussi, cela fait partie de la stratégie.
Où en sommes-nous après trois ans de pratique de cette stratégie unitaire et, notamment, par rapport aux problèmes de l'autogestion ? Pouvons-nous dire que c'est l'autogestion, par exemple - car, ne tournons pas autour du pot, c'est là le fond du problème - donc le projet autogestionnaire, qui nous sépare du mouvement Communiste et des travailleurs qui sont Communistes ?
Gilles Martinet le rappelait au début de son intervention, ce serait tout de même réduire singulièrement le problème que de dire que c'est là qu'est la divergence principale, notamment, avec les Communistes, et nous le savons bien. Les divergences avec le mouvement Communiste, nous les connaissons, nous sommes en train de commencer d'en débattre avec les partis signataires du programme commun et, notamment, avec le P.C., elles sont autrement diverses, autrement profondes et graves, ces divergences politiques, camarades, que le simple problème que pose l'autogestion tel, notamment, que le programme commun - et je vous le rappelle ici - l'a distingué dans sa rédaction. Car le programme commun, je vous demande de vous y reporter disait : pour le Parti Socialiste, dans l'entreprise, perspective d'autogestion, pour le Parti Communiste, développement permanent de la gestion démocratique, Martinet l'indiquait : dire que c'est là le point de clivage entre nous essentiel, ce serait ignorer l'évolution du P.C. là-dessus, ce serait ignorer les déclarations de Séguy, ce serait ignorer aussi que, dans le programme commun lui-même - et nous devons être, nous, Parti Socialiste, ceux qui devons mettre cette idée en avant - il y a un tout petit paragraphe - pas une petite phrase mais un petit paragraphe - qui dit que, chaque fois que les travailleurs le souhaiteront, ils pourront proposer au Parlement et au gouvernement de la Gauche la nationalisation de leur entreprise, c'est-à-dire la Condition même, justement, pour qu'il y ait un début d'une expérience autogestionnaire !
Il y a déjà, dans le programme commun, de notre fait mais aussi avec l'accord de nos partenaires, un état d'esprit, un début d'état d'esprit autogestionnaire, au sens où nous l'entendons.
Alors, ne disons pas, mes chers camarades, que les divergences entre les deux grands courants du mouvement ouvrier tournent essentiellement autour de la perspective autogestionnaire, comme nous l'avons trop souvent entendu dans nos débats, voire ce matin, car nous prenons le risque à ce moment là que les travailleurs qui nous écoutent - et Edith Cresson le faisait remarquer tout à l'heure, pensons toujours à être compris - finissent par se dire : mais enfin ! Alors, le contenu de ce projet autogestionnaire du Parti Socialiste, c'est finalement tous les points de divergence avec le Parti Communiste ? Ce risque-là, nous savons bien que nous ne voulons pas le prendre.
Dans l'étape actuelle, poursuivre notre stratégie, cela veut dire redoubler d'efforts pour rassembler, pour unifier, pour rendre cohérente sur le plan politique cette armée de travailleurs que nous appelons du terme de front de

classe, parce qu'ils sont les travailleurs exploités. Alors, si nous voulons le succès de l'autogestion, si nous voulons que le Socialisme de demain prenne en compte ce projet autogestionnaire, donnons-nous aujourd'hui les moyens de faire en sorte que tous les travailleurs, en tout cas l'immense majorité d'entre eux, par conséquent leurs organisations représentatives, fassent leur ce projet autogestionnaire qui, pour le moment, est le nôtre et celui de quelques-unes de leurs organisations.

C'est cela, la condition du succès de l'autogestion et, par conséquent, si nous voulons convaincre l'ensemble des travailleurs qu'effectivement le Socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas, ce qui est notre conviction, méfions-nous des formules, y compris dans un texte qui est celui des 15 thèses, qui peuvent prêter à équivoque.

Alors que nous n'avons pas débattu avec les autres organisations du projet autogestionnaire, j'appelle votre attention là-dessus, mes chers camarades, nous n'en avons parlé qu'entre nous pour le moment - ne disons pas : "Toi, tu es autogestionnaire.. Moi, je suis autogestionnaire… mais toi, là-bas, tu n'es pas autogestionnaire !" Au nom de quoi pourrions-nous dire cela? D'abord, il y a prétention à se décerner ainsi à soi-même une qualité, il vaut mieux attendre que les autres vous la reconnaissent. En outre, vous l'avouerez, le mot autogestionnaire, et je ne veux pas ici jouer au "pion" ni au "prof", cela veut bien dire celui qui exerce l'autogestion, pas celui qui la désire, pas celui qui y aspire ! Celui qui est unitaire, c'est celui qui met en pratique l'union et l'état d'esprit d'union de la Gauche ! Alors, mes chers camarades, unitaires, nous pouvons dire que nous le sommes, parce que là, dans la situation actuelle, nous pouvons en faire la preuve ; mais pouvons nous dire que nous sommes autogestionnaires autrement que par nos désirs profonds et par nos souhaits ? Bien sur que non, et lorsque j'entends - je l'ai entendu dans une assemblée fédérale notamment ou lorsque je lis - c'est le cas dans un hebdomadaire de cette semaine - d'excellents camarades, qui sont aussi des amis, dire : il faut commencer dès maintenant des expériences autogestionnaires, j'avoue que je m'étonne ! Je m'étonne parce qu'on comprend bien ce qu'ils veulent dire, il s'agit - notamment lorsqu'on nous dit : Commençons les expériences autogestionnaires dans les municipalités Socialistes ou à l'école, par exemple - de rendre le fonctionnement des institutions plus démocratiques, de changer peut-être un certain état d'esprit, de changer les rapports des hommes entre eux, mais est-ce qu'il est en notre pouvoir, municipalités Socialistes ou ensemble d'enseignants Socialistes, de changer les structures ou les pouvoirs de la municipalité et de l'école ? Nous savons bien que non.

Alors, soyons rigoureux dans notre vocabulaire, ne disons pas que nous allons faire des expériences autogestionnaires, disons que nous allons nous exercer pour ce qui nous concerne et là où nous le pouvons, d'abord, a être les futurs auto gestionnaires de demain, et c'est dans le sens de cette rigueur que je dois signaler ici que la fédération à laquelle j'appartiens, qui est la fédération d'Indre-et-Loire, déposera tout à l'heure pour la Commission des résolutions un amendement qui porte sur la thèse 11 - une partie de la thèse 11 - en vue, je le

dis tout de suite, d'une rectification justement du vocabulaire et des formules, parce qu'il nous semble qu'ils prêtent à ambiguïté.
Il y a danger, à l'heure actuelle, à laisser entendre que parmi les organisations qui représentent les travailleurs et qui, par conséquent, représentent le front de classe à l'heure actuelle, c'est-à-dire les organisations d'union de la Gauche, certaines seraient, dès maintenant, hostiles à l'autogestion, seraient anti-autogestionnaires, et qu'il y a là une divergence fondamentale entre nous.
Par conséquent, et ce sera le mot de ma conclusion, je dirai que c'est valable pour tous non débats, semble-t-il, en tout cas cela me frappe souvent personnellement, nous ne devons pas employer les mots à tort et à travers ; n'employons pas le mot autogestion à toutes les sauces et à tout bout de champ ; parce que nous sommes des partisans, j'allais dire des amoureux, de l'autogestion, convaincus et profondément que le Socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas, faisons attention à l'emploi du mot, à se servir trop du mot, nous risquons, mes chers camarades, de desservir l'idéal qui est le nôtre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pernod, pour 10 minutes, dernier camarade de la matinée.

Pernod

Le problème de l'articulation entre les initiatives de masse et les grandes organisations de masse est un problème permanent de la lutte politique ; le problème de la transition sera essentiel lorsque les organisations de masse des travailleurs auront délégué leurs représentants au sommet de l'appareil de l'Etat, mais le problème, aujourd'hui, est celui de l'animation des luttes à la base et de l'action du Parti.
Etape de notre réflexion, le débat d'aujourd'hui ne s'appuie pas seulement sur une exigence théorique, mais doit déterminer concrètement la conception générale de notre pratique politique, de celle que nous devrons développer demain, là où chaque militant du Parti se trouve, mais aussi après-demain, lorsque la Gauche sera au pouvoir..
Mon propos touche aujourd'hui à un problème concret, essentiel : celui de l'institution militaire.
Dans son ouvrage, fort lu dans les casernes au demeurant, Charles Hernu démontre que la Gauche, depuis longtemps, a su s'intéresser à ce problème et émettre depuis de longues années des propositions et des critiques dont les événements survenus depuis un peu plus d'un an ont su démontrer la justesse. Mais ce sont ces événements eux-mêmes qui ont posé véritablement le problème de l'institution militaire, en ce sens que ce sont eux, et non pas ce que nous disions, qui contraignent le pouvoir, aujourd'hui, à temporiser et finalement à chercher des réformes pour désamorcer le mécontentement.
La lutte des soldats depuis un an doit éclairer pour nous, aujourd'hui, notre propos.

Fondation Jean Jaurès

Militaire moi-même depuis dix mois, je me suis trouvé confronté avec la dure réalité, la nécessité de combattre, d'assumer ce combat, de l'animer, de donner la direction véritable aux questions que nous posions, bref, tout ce qu'un militant doit faire, tout ce que, seul, un militant peut faire, et, d'un autre côté, la triste constatation que notre Parti n'avait pas, sur ce problème, des positions claires et affirmées.
Oh ! Certes, nous n'étions pas les seuls. Les jeunes Communistes non plus n'ont pas à répercuter une ligne stratégie claire et intégrant la réalité du combat sur le terrain. Mais, cela est un fait, les organisations de classe se sont vues confrontées à un problème posé par un mouvement prenant les dimensions d'un mouvement de masse.
Notre Parti, aujourd'hui, se trouve-t-il inséré dans ce mouvement ?
Eh bien oui, camarades, de nombreux Socialistes sont actuellement sous les drapeaux, je ne veux pas sortir du propos qui nous intéresse et je ne m'étendrai donc pas sur le mouvement des soldats, son importance et ses contradictions, sachez tout de même, chers camarades, que les soldats sont, dans leur ensemble, décidés à se battre pour l'obtention des droits démocratiques et la reconnaissance de leur dignité!
Et les jeunes Socialistes sous les drapeaux sont aussi résolus et aussi écoutés, sinon davantage, que bien des gauchistes qui eux, s'ils ont des positions tranchées, n'en changent pas moins à chaque élément nouveau.
Mais ces Socialistes ont-ils attendu que la position du Parti soit arrêtée ?
Mais tous ces soldats qui publient aujourd'hui des journaux, s'organisent, discutent et au fond contraignent le pouvoir à agir, ont-ils attendu que les grands partis de masse, que les organisations des travailleurs se soient là-dessus prononcées.
Le Parti aujourd'hui est décidé et prend position. Nous diffusons actuellement dans les casernes un texte de pétition qui a d'ores et déjà obtenu un grand soutien, près de 1000 signatures, et nous organisons une convention d'appelés Socialistes qui posera publiquement les problèmes de l'armée, les conditions de vie des appelés et plus spécialement... enfin plus généralement de tous les militaires.
Le Parti aujourd'hui avance donc sur cette question, mais examinons au fond le processus qui permet aujourd'hui d'avoir une position sur ce problème et de donner ainsi un sens et un prolongement à la contestation.
La prise de conscience progressive du contingent, sa mise en mouvement, n'est pas un hasard, n'est pas l'explosion soudaine d'un activisme minoritaire, elle est le produit d'une situation de plus en plus scandaleuse, qui est faite au contingent, d'un travail de sensibilisation, une capacité des militants de cristalliser et d'animer le mécontentement, et d'une crise générale du phénomène autoritaire que traverse la société qui renforce et confirme l'aspiration autogestionnaire.
Le parti, les partis, ont-ils joué leur rôle d'avant-garde ? Car je pense pour ma part, que le rôle d'un parti reste celui d'être une avant-garde, à condition bien entendue de définir ce que nous appelons une avant-garde.

Collection Jean Daniel

L'avant-garde, est-ce cette minorité activiste qui propose d'en haut la position juste, les masses n'ayant plus qu'à en tirer les conséquences et alors nous ne sommes pas ou nous ne serons jamais une organisation d'avant-garde.
Ou bien la fonction du Parti est-elle de cristalliser par l'activité de ses militants la prise de conscience et d'intégrer les problèmes posés par le mouvement de masse ?
Ce sont les militants, ces intellectuels du Parti qui par leur présence dans le mouvement d'en bas opèrent la liaison avec le Parti qui peut seul intégrer, donner tout son sens et amener à son terme les revendications posées par le mouvement d'en bas.
Devions-nous attendre-nous, Socialistes du contingent, que le Parti avance des propositions pour nous battre et était-ce son rôle ?
Est-ce en effet le rôle du Parti de plaquer d'en haut sur la réalité les schémas importés d'ailleurs ?
Le texte que vont signer aujourd'hui les appelés Socialistes, savez-vous qu'il a été écrit bien sûr par des Socialistes, mais aussi par d'autres, dans un comité de soldats, c'est-à-dire qu'il est né sur le terrain et c'est ce qui en fait aujourd'hui la force.
Ce n'est pas du basique que de dire à quel point est déterminant le mouvement d'en bas, ce n'est pas du spontanéisme que de dire que le Parti existe, que s'il existe un mouvement d'en bas, si les soldats avaient arrêté des positions, il ne se serait jamais rien passé dans les casernes.
Croit-on à l'opposé, que ce mouvement doit s'organiser spontanément et que le rôle du Parti n'est que de donner les prolongements institutionnels des luttes à la base ?
Camarades, être à la fois en haut et en bas est une nécessité que nous reconnaissons tous. Articuler ces deux niveaux, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui la pratique politique et nous sommes également d'accord que ce qu'il faut savoir, c'est que le mouvement d'en bas peut poser à un moment donné des problèmes non planifiés, ou peut poser des problèmes à un niveau supérieur, ce qui est vrai aujourd'hui dans nos luttes quotidiennes l'est a fortiori lorsque la Gauche aura pouvoir de décision, lorsqu'elle occupera le sommet de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire lorsqu'elle aura pouvoir de décision.
Mais décider, camarades, décider les changements, ce n'est pas les réaliser et le mouvement de masse constitue le seul levier par lequel nous pouvons effectivement poser les problèmes du pouvoir des travailleurs, le problème du Socialisme.
Nous avons aujourd'hui dans le contingent un écho puissant et les jeunesses Socialistes organisent petit à petit ce terrain, en liaison bien sûr avec le Parti, mais aussi avec l'ensemble des secteurs qui dans le Parti ou à son voisinage travaillent dans ce secteur, mais notre Parti n'a-t-il pas pris conscience de cette nécessité que sous la pression d'un mouvement de masse, qui l'a surpris et dans lequel il n'avait jusqu'à présent que peu d'instruments d'intervention.
Alors, camarades, pourquoi refuser que le mouvement autonome des masses puisse, dans une période de transition, avancer des revendications à un niveau

non envisagé par les partis, alors qu'aujourd'hui mène nous avons des exemples d'une telle démarche, alors que le Parti n'a pas les responsabilités qui seraient les siennes et qui, le jour venu, libéreront dans les masses une capacité et un enthousiasme porteur de nouveaux espoirs.
Nous devons nous préparer dès aujourd'hui à organiser, à donner une cohérence à notre démarche et en particulier dans ce secteur si important, si déterminant qui est celui de l'armée.
A cet égard, nous avons conscience du rôle du contingent mais nous devons concevoir celui-ci non comme une fin en soi, mais comme un levier vis-à-vis des secteurs d'activé. Mais nous devons savoir aussi que si l'aspiration autogestionnaire ne peut autoriser le maintien de l'actuel système militaire à l'inverse, hélas, la réciproque peut être vraie, il ne s'agit pas de soupçonner chaque militaire d'inspiration factieuse, mais de prendre conscience que la direction de l'armée et le rôle qui peut lui être donné est éminemment politique. Nous le savons, l'objectif de la bourgeoisie sera toujours de disposer de l'armée pour réprimer un mouvement populaire, mais les contradictions de ce pouvoir et en particulier la démission nationale conforme au plan du grand capital crée pour la Gauche, les chances d'expliquer aux militaires que seule la perspective d'une société autogestionnaire, radicalement différente du capitalisme, peut donner sa réalité à une véritable défense nationale.
L'armée est un enjeu permanent entre les forces sociales antagonistes, le Chili et le Portugal démontrent que les réponses peuvent être différentes et qu'il nous appartient d'agir pour choisir la réponse.
Camarades, notre débat, même si nos textes sont nécessairement abstraits, a aujourd'hui ses implications, il renferme pour demain ses obligations, les appareils répressifs d'Etat ne seront pas dissous par un décret, c'est par la démonstration de force d'une véritable mobilisation consciente et organisée que nous empêcherons la bourgeoisie de chasser les travailleurs et de venir en force, et noyer peut-être dans le sang l'expérience qui devait les chasser.
Nous ne devons pas avoir peur d'un processus que nous engagerons nous-mêmes, il faut savoir en assurer dès aujourd'hui la responsabilité.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous nous retrouverons, si vous le voulez bien à 15 heures.
La séance est levée.

Cor. Fondation Jean Jaurès